

ÉVALUATION DU PROJET ET DIAGNOSTIC DE TERRITOIRE



2021

2022

2023

2024



LA MAISON POP', CENTRE SOCIOCULTUREL

11 avenue de la gare 17130 MONTENDRE

05.46.70.43.67 / accueil@laisonpop.com

www.laisonpop.com

Table des matières

Le mot de la présidente.....	1
La Démarche.....	3
Les temps forts.....	3
Une démarche au fil des réflexions.....	4
Les mardis de l'éval'.....	5
Un nouveau projet ?.....	11
LA Maison Pop'.....	13
Carte d'identité.....	13
Histoire : De Liaison Animation Montendre à LA Maison Pop'.....	14
Nos missions.....	17
Évaluation.....	18
ANALYSE par orientation.....	19
SYNTHESE.....	38
Diagnostic de territoire.....	46
CAMPAGNE POPULAIRE.....	47
Raconter notre territoire.....	49
Un quotidien difficile.....	56
La parentalité : terre d'inégalités.....	60
L'enfance, terreau des dominations.....	67
Nos enjeux.....	73

Le mot de la présidente

Notre association porte un projet émancipateur. Il s'agit d'aspirer à une société plus égalitaire où chacun·e a sa place et où nous sommes tous et toutes lié·es les un·es aux autres au-delà de nos différences et désaccords. Nos actions étaient et sont toujours entrelacées autour de trois valeurs primordiales qui sont la **démocratie**, l'**équité** et la **solidarité**.

Au moment de l'écriture de ce projet social, nous étions nombreux et nombreuses, plein·es d'enthousiasme, de volonté d'aiguiser notre esprit critique et de recouvrer du pouvoir d'agir. Durant ces quatre années, le contexte socio-économique et sanitaire s'est complexifié et aurait pu nous faire échouer, mais non, nous avons tenu bon. Grâce à l'adaptabilité et l'implication des salarié.e.s de l'association, LA Maison Pop' a garanti un accueil inconditionnel et de qualité, est allée à la rencontre des habitant.e.s, a permis de promouvoir l'entraide et la solidarité, de soutenir la vie familiale et d'améliorer le vivre ensemble. Les pratiques ont évolué vers la mise en œuvre d'activités hors les murs, l'encouragement à la création collective par les actrices du territoire (habitant.e.s, associations, partenaires), le développement d'activités en direction de la jeunesse, le renforcement des partenariats grâce notamment aux petits-déj interpros. Des formations ont permis l'acquisition de compétences nouvelles par les professionnel·les du centre social pour la mise en œuvre d'orientations nouvelles. Certaines actions, mais également des temps d'évaluation intermédiaire, ont régulièrement rassemblé l'équipe salariée et des administrateur.trice.s contribuant à créer une culture commune, un travail associé dont nous avons pu mesurer l'impact social.

Ces moments de partage ont ainsi contribué à préparer le futur projet social 2025-2028 et à le co-construire à partir de réflexions et de points de vue partagés entre les différent·es actrices du centre social : habitant.e.s, bénévoles, salarié.e.s, tous et toutes indispensables pour créer du commun.

L'évaluation et l'actualisation du diagnostic que nous avons menées nous démontrent que les finalités de ce projet social demeurent d'actualité, dans un contexte de restrictions des libertés et du pouvoir d'agir. C'est pourquoi notre proposition est de situer le prochain projet

dans le prolongement de celui-ci. Nous devons garder ce cap à l'esprit et remettre constamment en question nos objectifs.

A l'heure actuelle, nos préoccupations premières sont la pénurie de professionnel·le·s qualifié·e·s, l'augmentation du nombre de familles souhaitant utiliser nos services et des demandes d'accompagnement aux démarches dématérialisées. Comment pouvons-nous nous adapter à cette situation ? Comment contenir ces demandes quand on est en première ligne ? Jusqu'à quand ?

LA Maison Pop' continue d'avancer solidairement mais le soutien financier de nos partenaires, n'est plus adapté à notre dynamique associative ni aux besoins du territoire.

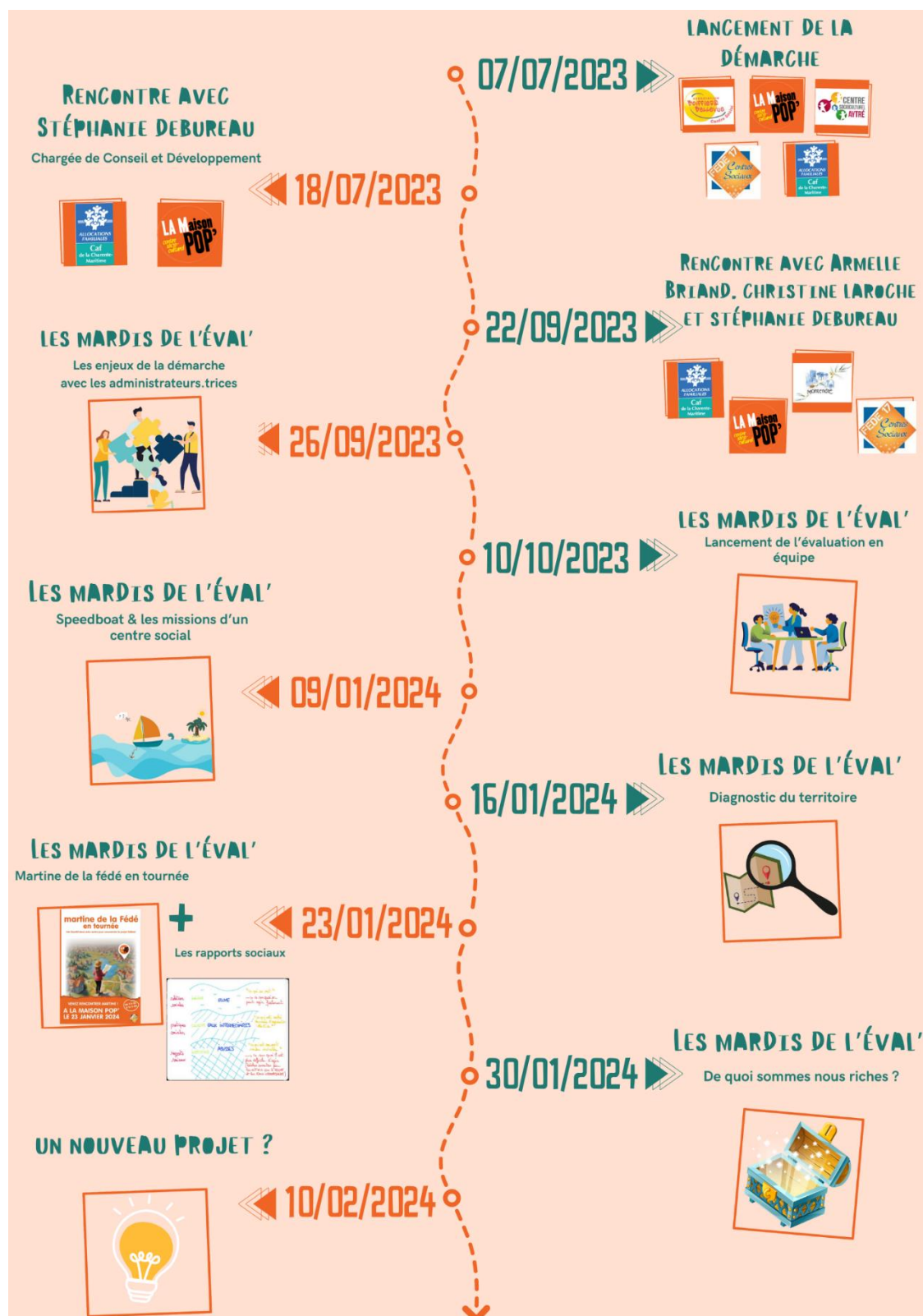
Ensemble, nous pouvons construire un territoire solidaire, résilient, et c'est l'objet de notre projet. D'ores et déjà, nous pouvons être fier·ères de tout ce que l'association a su mettre en place pour maintenir le cap.

Merci aux personnes qui ont participé de près ou de loin à la première étape de renouvellement de ce projet social, que ce soit par des rencontres, des échanges, des anecdotes, des écrits. L'association est riche de ces moments et de vos participations.

Marjorie Harlay, présidente

La Démarche

Les temps forts



Une démarche au fil des réflexions

La démarche a été coordonnée chaque semaine par la directrice et les référentes de pôles, en lien avec un groupe d'administratrices volontaires, Sophie Lhoumeau, Brigitte Carrot et Marjorie Harlay, qui présentaient à chaque conseil d'administration l'avancée, leurs ressentis, les difficultés, etc.

En amont, nous avons effectué chaque année du projet :

- Une évaluation intermédiaire
- Un bilan annuel des activités pour l'AG mis en perspective avec le projet social.

De plus, nous avons pu nous appuyer sur :

- La mesure d'impact social
- Les aller vers, rencontres partenariales et projets type CTG, Contrat local de santé ou SEVE, notamment pour le diagnostic.

Notre démarche peut se définir comme un cheminement : entre avancée, découverte, retour en arrière, adaptabilité et spontanéité, nous avons cheminé tout au long de ces mois avec une difficulté notable, celle du temps. 2023 a en effet été marquée par deux actions très chronophages : la MIS et la révision de la convention collective.

En effet, chaque rencontre amenait à nous adapter et à imaginer la suite : préciser des concepts, creuser des pistes de réflexions, aller chercher de nouvelles données. Comme autant de sentiers à parcourir. Ensemble : salarié-es, administrateur-trices, bénévoles, habitant-es, partenaires.

Notre démarche c'est un savoureux mélange de rencontres, de remises en question, d'échanges spontanés, de retours d'expériences. Tout ceci est rendu possible par une volonté de laisser la place à toutes par des animations participatives. Des petits groupes pour faciliter la prise de paroles, du « même » au sein des groupes pour se reconnaître, de la mixité pour se rendre compte et voir (plus) loin...

Notre chemin a pris la direction des *mardis de l'éval'*. Des temps définis où se sont retrouvés celles et ceux qui souhaitaient faire un bout de route avec nous.

Ainsi chaque mardi prenait la suite du précédent comme une histoire que l'on se raconte ou que l'on écrit ensemble pour en faire notre commun. Oui, c'est bien cela, nous avons écrit une partie de notre histoire durant ces quelques mois, avec une plume qui ne ressemble à aucune autre.

Les mardis de l'éval'

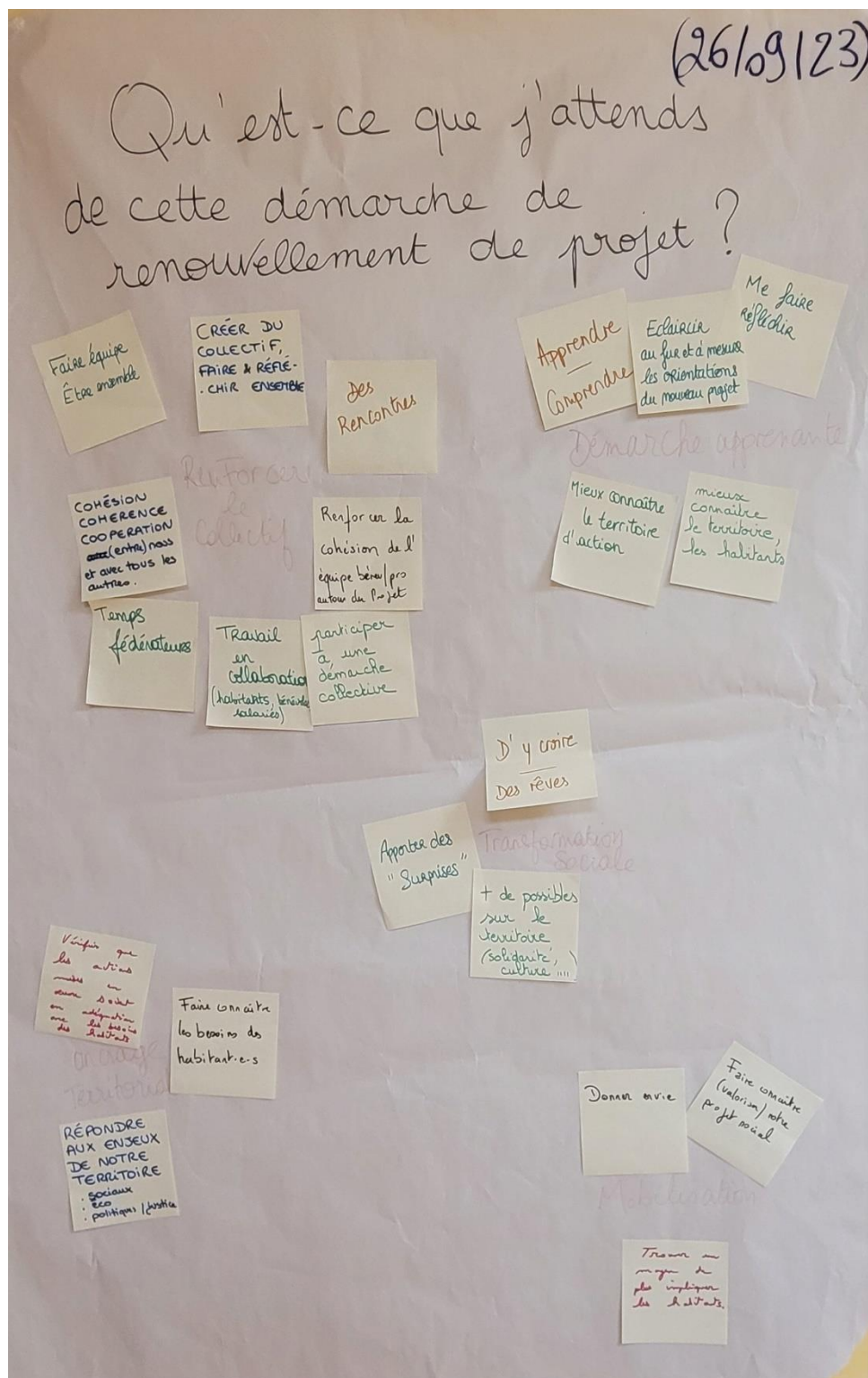
Des enjeux de la démarche avec les administratrices en septembre aux richesses du territoire et de ses habitant·es en janvier, les *mardis de l'éval'* ont, durant quelques mois, rythmé notre démarche.

★ Enjeux de la démarche

Partant de nos souvenirs, nos expériences vécues, nos ressentis, nous avons pu détricoter notre dernier renouvellement de projet et notre projet social actuel : nos actions, notre démarche, nos difficultés. Ainsi, nous remémorer ce qui avait été important pour nous, ce qui nous avait marquées à l'époque a permis de définir ensemble ce que l'on souhaitait aujourd'hui pour cette démarche.

Les enjeux retenus sont :

- Renforcer le collectif
- Mobiliser des habitant·es
- Etre dans une démarche apprenante
- Transformation sociale
- Ancrage territorial



★ Lancement de l'évaluation

Faire équipe, ne laisser personne sur le côté, c'est avec ces certitudes que nous avons embarqué toute l'équipe professionnelle de LA Maison Pop'. C'était un passage obligé pour

répondre à un renouvellement important de l'équipe ces derniers mois. En effet, non seulement la moitié de l'équipe professionnelle n'était pas en poste lors de la réalisation du projet en cours, mais certain-es nous ont rejoint-es dans l'année.

Il était donc important de faire le point et de vivre par l'expérience tout l'intérêt d'une démarche apprenante !

★ Speedboat et missions d'un centre social



C'est quoi les missions d'un centre social ? Comment le définir ? Première étape de cette matinée productive ! On dessine, on écrit, on raconte : choix est laissé aux groupes de restituer comme iels le souhaitent ! L'appropriation jusque dans l'outil !

Une nouvelle occasion de partager ses connaissances, ses perceptions et les confronter au groupe, permettant ainsi l'appropriation par toutes, et là encore un gain bénéfique pour l'ensemble de l'équipe. Des bases solides pour mieux évaluer !

Nous avons poursuivi cette matinée par le speedboat : vents porteurs, île de rêve, affreux monstre ou encore ancre coincée. De belles métaphores pour analyser et évaluer notre projet ! Encore un outil facilitant la participation.



★ Diagnostic de territoire

Des petits groupes pour raconter le territoire vécu. Des items pour faciliter les premiers échanges. Des thématiques définies grâce à nos aller-vers : on ne part pas de rien, chaque échange avec les habitant-es lors des aller-vers est source d'informations pour notre diagnostic et sert donc de base aux échanges en ce mardi 16 janvier.

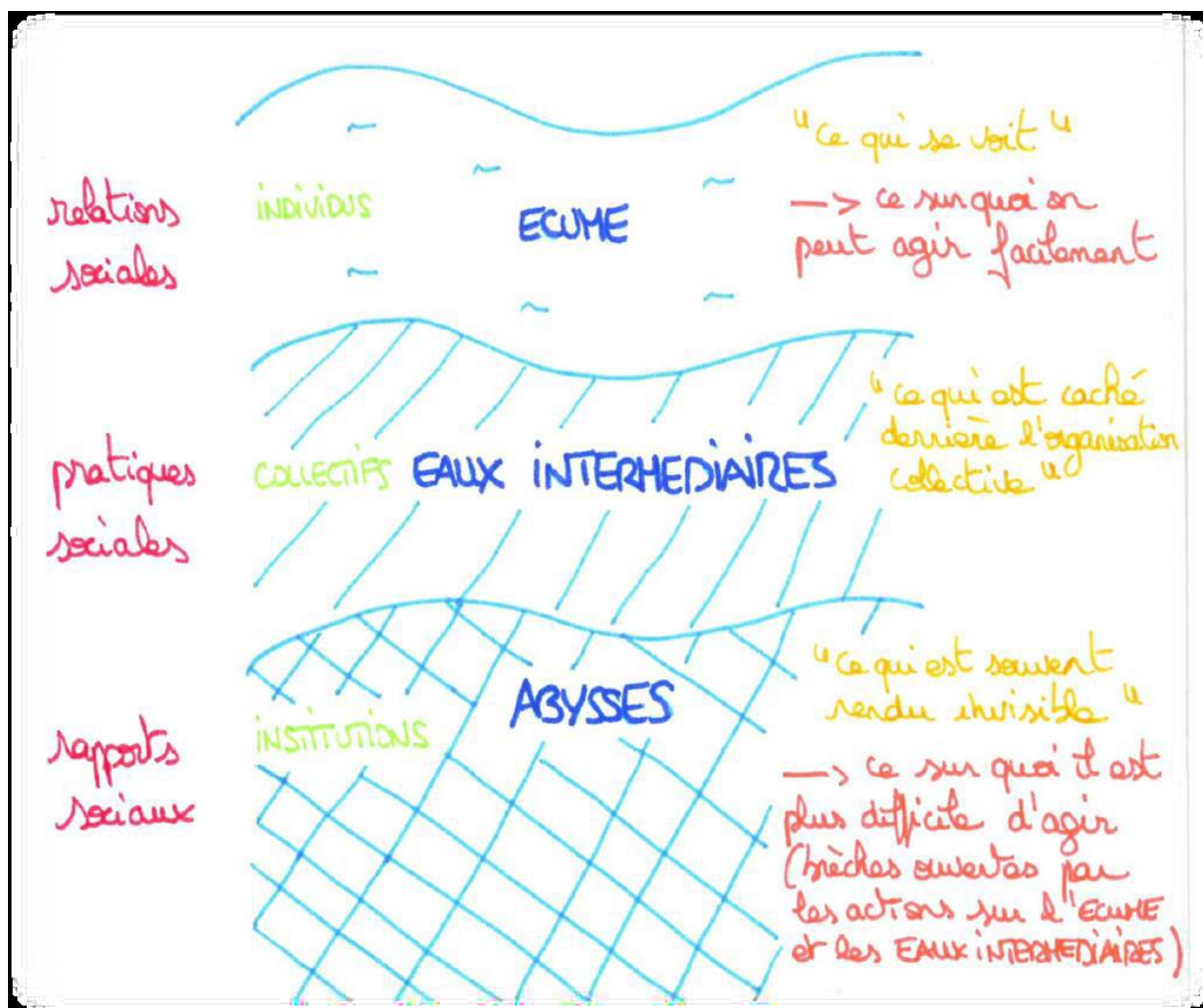


★ Rapports sociaux

Ces concepts qui ont fondé notre projet social sont-ils compris, connus, appropriés ? C'est ce que nous sommes allé-es vérifier ce matin-là.



Là aussi, des conditions mises en place pour faciliter l'expression de chacun-e : petits groupes, l'un de professionnel·les, l'autre d'habitant·es pour se retrouver, récits et témoignages pour faire exister les vécus collectivement, schéma et notions pour se rendre compte des inégalités systémiques... Et à la fin, conscientiser les pratiques sociales de LA Maison Pop' : ce qui fait sens et ce qui est défendu à travers nos façons de faire.



★ De quoi sommes-nous riches ?

Une rencontre synonyme de richesse : des connaissances d'abord, par la lecture de définitions (Faire société, Transformation sociale, Pouvoir d'agir, développement social local, éducation populaire), par le rappel qu'ici on considère les habitant-es comme des actrices capables de s'organiser pour transformer ce qui est important pour elleux et non pas comme des victimes à qui il faut porter assistance.

Un choix réfléchi et assumé de pointer les potentialités du territoire et les nôtres pour sortir du fatalisme, dépasser le « c'est comme ça » ou le « on n'a pas le choix ». Ainsi nous avons identifié ensemble ce sur quoi on peut s'appuyer pour pouvoir agir sur ce qui compte pour nous à titre personnel ou collectif : nos richesses. D'où la question : de quoi sommes-nous riches ?



Un nouveau projet ?

Une journée entière pour définir collectivement les enjeux du prochain projet et de dessiner les futures orientations.

Entrée, plat, dessert : entre timeline de la démarche à reconstituer, analyse de la matrice SWOT en tables rondes, soupe au caillou collective et débat sur les enjeux, les participant-es furent rassasié-es ! Gourmet (par l'ambition et la motivation) et équilibré (par la méthodologie et l'analyse), un menu à la hauteur de nos attentes. Un véritable succès.



Cette première étape du projet social, l'évaluation du projet et l'actualisation du diagnostic, a mobilisé environ 150 personnes sur les cinq temps ouverts à tous et toutes :

- Administrateurices de LA Maison Pop'
- Professionnel·les de LA Maison Pop'
- Elu·es
- Partenaires associatifs et institutionnels
- Habitant·es dont quelques-un·es qui ont profité de ces invitations pour découvrir notre association.

LA Maison Pop'

Carte d'identité

LA Maison Pop'

association loi 1901

Siège

11 avenue de la gare 17130 MONTENDRE

05 46 70 43 67 - accueil@lamaisonpop.com

site internet : www.lamaisonpop.com

[facebook.com/LaMaisonPopCentreSocioCulturel](https://www.facebook.com/LaMaisonPopCentreSocioCulturel)

<https://www.instagram.com/lamaisonpop/>

Nombre d'adhérent-es :

602

Références

Code NAF : 9329Z

SIRET : 389 568 254 000 46

Convention collective des acteurs du lien social et familial du 4 juin 1983

Agréments

CAF Centre socio-culturel

Jeunesse et Education Populaire n° 17-124-JEP-07

Licence spectacle 2-1077149 et 3-1077150

Activités Physiques et Sportives n° 12 17 23 S

Labels

France Services

Guid'Asso

Accompagnement de projets jeunes

Adhésions/Fédéralisme

Fédération nationale, régionale et départementale des centres sociaux

Sports pour tous

Elisfa

Commissaire aux comptes

Cabinet GB Audit Conseil 33240 Saint-André de Cubzac

Histoire : De Liaison Animation Montendre à LA Maison Pop'

Liaison Animation Montendre, association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 a été créée le 14 mars 1991 à Montendre. Communément appelée "LAM", elle avait pour objet « de promouvoir et développer les activités culturelles, sportives et de loisirs et d'assurer les liaisons nécessaires à la vie associative de la commune de Montendre ».

En 2010, l'Assemblée Générale annuelle de Liaison Animation Montendre a adopté à l'unanimité la proposition du Conseil d'Administration d'étudier la faisabilité de l'évolution de l'association en centre social et socio-culturel.

Durant la préfiguration qui s'est déroulée en 2011, l'association Liaison Animation Montendre a élaboré un projet social local soumis à l'agrément de la Caisse d'Allocations Familiales de Charente-Maritime, au titre de la circulaire C.N.A.F. du 31/12/1984. Pour administrer ce centre social et socio-culturel, le Conseil d'Administration de Liaison Animation Montendre a convoqué vendredi 4 novembre 2011 à 20 h 30 au centre culturel de Montendre une Assemblée Générale Extraordinaire qui a modifié le nom de l'association, désormais nommée LA Maison Pop'.

Le mardi 12 novembre 2019, le Conseil d'Administration de LA Maison Pop' a modifié son siège social prenant acte de l'emménagement de l'association dans la gare de Montendre.

Mardi 27 juin 2023, l'Assemblée Générale Extraordinaire a adopté les modifications des statuts proposées par le Conseil d'Administration, parmi lesquelles l'objet de LA Maison Pop' : « cette association d'éducation populaire, d'intérêt général, sociale et laïque, à but non lucratif, a pour objet :

- Administrer le centre social et socio-culturel au bénéfice des habitant-e-s du bassin de vie de Montendre dans le respect de la liberté de conscience et du principe de non-discrimination

- Inscrire son action dans un processus de développement social local et écologique en accord avec son projet social
- Promouvoir et développer les activités socio-culturelles, sportives et de loisirs, les solidarités actives
- Participer à la communauté éducative en complémentarité du service public et des familles
- Encourager l'accès à la vie associative et citoyenne de tous les habitant-e-s du bassin de vie de Montendre

L'association veille à mettre en œuvre un fonctionnement démocratique et éthique : transparence de la gestion et des décisions. »

Nos valeurs

LA Maison Pop' s'appuie sur les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité qui constituent le socle de la République.

Notre action s'inscrit dans le champ de l'éducation populaire que nous concevons comme :

- ✓ un levier pour développer des dynamiques de coopération
- ✓ l'éducation pour toustes, par toustes et partout
- ✓ une actrice d'interpellation des politiques publiques
- ✓ une démarche d'émancipation pour des citoyen·nes critiques, libres et actrices.

Faire société, dans le sens de donner la possibilité aux habitant-es de notre territoire de s'approprier la manière dont iels ont envie de le vivre et le faire vivre, est le fil conducteur suivi par LA Maison Pop' pour définir tous les 4 ans les orientations de son Projet Social.

Nos orientations au fil des projets sociaux

2012/2016

- ✓ Porter une attention particulière aux plus fragiles

- ✓ Valoriser le territoire
- ✓ Développer l'offre socio-éducative et culturelle à l'ensemble du territoire
- ✓ Favoriser la citoyenneté et le développement durable

2017/2020

- ✓ Accueillir au centre social
- ✓ Développer le pouvoir d'agir des habitants
- ✓ S'engager dans une démarche socioculturelle sur le territoire

2021/2024

- ✓ De l'accueil à l'appropriation du centre socio-culturel par les habitants
- ✓ Se cultiver ensemble pour s'émanciper et créer des liens de solidarité
- ✓ Oser agir de manière plus éthique
- ✓ Initier une démarche de transition écologique, économique et sociale sur le territoire

Nos missions

UN CENTRE SOCIAL C'EST

Un lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueille toute la population en veillant à la mixité sociale

Il est ouvert à l'ensemble de la population à qui il offre un accueil, des activités et des services ; par là même il est en capacité de déceler les besoins et les attentes des usagers et des habitants. C'est un lieu de rencontre et d'échange entre les générations, il favorise le développement des liens familiaux et sociaux.



Un lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets

Il prend en compte l'expression des demandes et des initiatives des usagers et des habitants, et favorise la vie sociale et la vie associative. Il propose des activités ou des services à finalité sociale, éducative, culturelle ou de loisirs, ainsi que des actions spécifiques pour répondre aux problématiques sociales du territoire. Il favorise le développement des initiatives des usagers en mettant des moyens humains et logistiques à leur disposition.

LES 5 MISSIONS D'UN CENTRE SOCIAL

ORGANISER UNE
FONCTION
D'ACCUEIL ET
D'ECOUTE

1

2 ASSURER UNE
ATTENTION
PARTICULIERE
AUX FAMILLES ET AUX
PUBLICS FRAGILISES

DÉVELOPPER DES
ACTIONS
D'INTERVENTION
SOCIALE ADAPTEES
AUX BESOINS DE LA
POPULATION
ET DU TERRITOIRE

3

4 METTRE EN OEUVRE UNE
ORGANISATION et/ou
UN PLAN VISANT A
DEVELOPPER
LA PARTICIPATION
ET LA PRISE DE
RESPONSABILITES

ORGANISER
LA CONCERTATION
ET LA
COORDINATION

5

Évaluation

Du projet....

Comment initier une démarche résiliente qui permette de relier les habitants du territoire et de leur donner du pouvoir d’agir ?

Les échanges noués lors des étapes de renouvellement du projet avaient fait émerger des enjeux globaux et locaux liés au constat partagé d’une ère où les conditions de vie sont moins favorables. L’enjeu était alors de créer les conditions favorables de la résilience par un projet mobilisateur, capable de relier les acteurs et les actrices du changement pour se mettre en marche vers un monde plus soutenable.



... à son évaluation :

Evaluer ce projet consiste à le confronter à la réalité. Il s'agit de mesurer les écarts entre les aspirations initiales et l'impact de ce que nous avons mis en œuvre et vécu. L'évaluation ne pouvant pas porter sur toutes les dimensions du projet, nous avons effectué des choix guidés par les bilans et évaluations intermédiaires qui ont émaillé les quatre années du projet.

ANALYSE par orientation

Le projet a été pensé via 4 orientations, soit :

- deux thématiques : inégalités sociales, discrimination et solidarité & écologie, consommation et protection de l'environnement
- deux leviers d'amélioration dans les manières de faire.

SE CULTIVER ENSEMBLE POUR S'EMANCIPER ET CREER DES LIENS DE SOLIDARITE	
Quel changement souhaité ?	L'action culturelle ¹ est fondée sur des pratiques qui visent à développer une prise de conscience critique et collective. Elle est accessible à tous et à toutes.
Points forts, réussites :	
* Rendre accessible la culture sur l'ensemble du territoire De nombreux spectacles ont été organisés chaque année. Tous ont été proposés gratuitement. Ainsi, en 2022, on en compte 25 soit plus de deux par mois. Cette inflation n'est pas propre à LA Maison Pop' puisque sur le territoire, on voit se	

¹ LA Maison Pop' envisage la culture comme un outil d'éducation populaire dont la finalité est de « ... fournir aux hommes le maximum de moyens d'inventer ensemble leurs propres fins. Il s'agit en somme de réveiller, au cœur de nos cités, la fonction civilisatrice : celle qui postule, dans le plus simple habitant de quelque village ou de quelque quartier que ce soit, un citoyen à part entière – une exigence de sens, capable de contribuer personnellement à la gestion de la collectivité et à la création de ses valeurs. » L'action culturelle dans la cité, Francis Jeanson, 1973

multiplier les propositions culturelles : blind test, festivals, théâtre, concerts, ciné-débat, etc. Y compris dans des petites communes (Vibrac, Donnezac, Sousmoulins, etc.) C'est probablement une réaction aux confinements.

L'accès à la culture n'est pas qu'évènementiel, il s'inscrit dans du quotidien, que ce soit au CLAS ou à l'accueil de loisirs, avec des ateliers théâtre, improvisation, philo ou encore des arts plastiques. Au siège aussi, avec des ateliers socio-culturels très variés et même originaux : médiation animale, chorale du GEM, etc. Ce sont autant d'occasions de convivialité, d'évasion, de joie, de retrouvailles, de révélation de soi et des autres, qui permettent de se réaliser, de s'affirmer et d'exister. On constate ainsi le plaisir des habitant·es à retrouver les marchés nocturnes estivaux, un évènement populaire qui réunit toutes les générations et toutes les classes sociales, et qui fait sauter les barrières de l'entre-soi : « on y voit, remarquait une élue, des habitant·es qu'on ne voit nulle part ailleurs ».

On notera enfin, puisque c'était souhaité, que quelques productions plus horizontales voire militantes ont été programmées : une conférence gesticulée lors de la fête de la laïcité, des banquets citoyens, ou des artistes féministes, à l'instar de la dj L.Atipik.

Des actions, comme la gratifieria, le collectif Maintenant Qu'On Sait, ont contribué à la mission d'éducation populaire : expositions sur l'eau, la surconsommation, conférence sur les infos, le climat, etc.

Enfin, les sorties collectives ont été plébiscitées : partir tous et toutes ensemble, en grand bus, voir une pièce de théâtre ou une expo au Bassin des lumières, a mobilisé des habitant·es de tous âges. Grands-parents accompagnant leurs petits-enfants, familles monoparentales, personnes âgées, jeunes, personnes en situation de handicap, etc. : la présence des référentes famille, insertion, de l'animatrice du GEM ou de l'animateur jeunesse ont à chaque fois permis que la mixité soit une richesse. Iels ont pu constater à chaque fois comme l'entraide se mettait en place, de manière à ce que la sortie soit agréable pour tous et toutes.

Et lorsqu'aucun professionnel n'était disponible pour organiser la sortie, ce sont les habitant-es qui l'ont fait, à l'instar des participant-es de l'atelier Equilibres (prévention des chutes).

* **Organiser des temps parents-enfants**

Se reconnecter à son enfant, telle était la demande des parents après une période de pandémie qui a mis à mal les familles. Pour y répondre, nous avons initié en 2021 :

- * un Lieu d'Accueil et d'Ecoute Parents-enfants 6-12 ans. Ce dispositif répond complètement à cet objectif. Il favorise les liens intra familiaux, soutient la fonction parentale et contribue à l'entraide entre mamans. Ainsi, des familles dont les enfants sont en situation de handicap s'en sont saisi comme d'un espace de répit ; on peut alors constater à quel point il contribue à l'inclusion des participant-es et comment chacun-e, enfant et parent, est moteur dans l'accueil d'autrui. De surcroît, il a permis aux deux accueillant-es, soutenu-es par des séances d'analyse de la pratique, de développer des compétences qui bénéficient en retour à tout le pôle enfance-familles (accueils de loisirs et CLAS).
- * la participation à la semaine nationale de la petite-enfance : les ateliers parents-enfants-professionnelles permettent de faire connaissance dans un autre cadre, de découvrir les espaces, les ami-es de son enfant, ses activités, etc. et valorisent le professionnalisme des animatrices de l'accueil périscolaire qui n'est pas une garderie.

Les temps d'ouverture aux parents se sont multipliés à l'accueil de loisirs : soirées jeux, goûters partagés, évaluations participatives, etc. L'équipe a gagné en aisance dans l'organisation et l'accueil des adultes, accompagnée en ce sens depuis 2023 par la référente familles, via des séances de reprise qui portent sur l'accueil des parents et sur l'accueil des enfants en situation de handicap. Tous ces temps sont animés, avec des supports comme les jeux de société, collations, activités artistiques, etc.

* **Lutter contre les inégalités**

Rendre l'habitant-e acteur-trice, ne pas le figer dans une posture de consommateur-trice, c'est le fil rouge de cette orientation. Elle s'inscrit dans un travail de conscientisation effectué lors de l'élaboration du projet social avec la scop L'Engrenage sur les rapports sociaux. Ainsi, une personne accompagnée via France services a-t-elle à disposition un écran tactile qui lui permet non-seulement de suivre et comprendre toute la démarche mais également d'y participer. Malgré une augmentation constante de la fréquentation, malgré la complexité des démarches et parfois à rebours de la demande des habitant-es, l'accompagnement numérique ne fait pas de la personne reçue un-e usager-ère². Cela fait sens lorsqu'on constate que le faire-avec permet à certain-es d'expérimenter l'ordinateur en libre-accès : « sans filet », iels reprennent le pouvoir sur des démarches qu'iels pensaient inaccessibles. Nous avons également en mémoire cette habitante qui fait partie des personnes empêchées d'effectuer ses démarches de manière autonome : un jour, elle explicite à son conseiller France travail la démarche de mobilisation du centre social ; constatant que ce dernier ne la croit pas, elle revient à LA Maison Pop' récupérer des flyers, se fait préciser un ou deux points, et repart à France travail pour poursuivre son argumentaire. Bel exemple d'acte émancipateur posé vis-à-vis de son conseiller ! Cette pratique de faire-avec fondée sur l'écoute large³ a également favorisé des actions collectives comme des ateliers numériques, une sortie « bilan de santé », etc. L'accès aux droits est porté de manière complémentaire par France Services et l'Action Collective d'Insertion Sociale. France services, dont le nombre d'accompagnements augmente chaque année (plus de 10/jour en 2023) ramène de l'humanité dans des démarches rendues complexes par le recours systématique à la dématérialisation. Ce projet fut l'opportunité de renforcer les moyens et les

² **Refonder le rapport aux personnes, « Merci de ne plus nous appeler usagers »** Marcel Jaeger, Isabelle Barges, Brigitte Bouquet, Alice Casagrande, Didier Dubasque, et al.[Rapport de recherche] Conseil supérieur du travail social; Direction générale de la cohésion sociale. 2015. hal-01419809

³ **L'écoute large** est l'étape préliminaire à toute démarche d'animation d'une action collective à visée émancipatrice. Elle consiste à déceler une situation-problème vécue ici et maintenant par plusieurs personnes prêtes à se mobiliser.

ressources humaines dédiés : travaux effectués à sa charge par LA Maison Pop' pour aménager un bureau et améliorer la confidentialité, création d'un poste d'accompagnatrice numérique en 2023, deux professionnels formés, coordination, etc. France services est une porte d'entrée dans le centre social, soit pour des personnes qui n'y viendraient pas sans cela, soit pour d'autres à qui cela fournit un prétexte pour franchir la porte. On constate que le bouche à oreille fonctionne bien : les personnes viennent sur la recommandation d'un·e ami·e, un·e voisin·e, etc. Par les qualités d'écoute, la capacité à détecter le besoin dans la non-demande, à informer et orienter des professionnelles qui l'animent, ce service s'avère très pertinent en matière d'insertion et de prévention. La proximité physique de l'animatrice d'insertion dont le bureau est au rez-de-chaussée, sa posture d'aller-vers lorsqu'elle perçoit une difficulté est un vrai plus.

La lutte contre les discriminations a pris des formes différentes. En interne, la prévention du harcèlement et des discriminations a été pensée sur le mode préconisé par l'AVF⁴ : «La meilleure prévention réside dans la conscience – à tous les niveaux de l'entreprise – qu'un potentiel agresseur ne restera pas impuni.» Ainsi, lors de faits connus par la direction de violences ou d'agressions, une plainte, un signalement, une Information préoccupante sont déposés, des sanctions sont étudiées. L'équipe professionnelle a d'ailleurs travaillé collectivement sur une procédure d'exclusion. Ceci contribue à créer un climat de confiance mais amène également chacun·e à réfléchir à sa propre posture. Sensibles aux discriminations, les animateur·trices et travailleur·ses sociaux peuvent ne pas avoir conscience des dominations qu'ils exercent sur « leur » public, ou des inégalités de la relation aidant-aidé·e. De même,

⁴ "Éducation populaire et féminisme. Récits d'un combat (trop) ordinaire. Analyses et stratégies pour l'égalité"
<https://app.box.com/s/i7964swp0fu4qxw527n2gt51lt8e6aut>

les administrateur·ices, dans leur dynamique solidaire et du don de soi, peuvent oublier que collectivement iels détiennent le pouvoir de l'employeur·se.

Deux champs ont été particulièrement explorés, le validisme et le patriarcat. On citera les semaines d'information à la santé mentale, une action sur le handi sport portée par P2J, l'amélioration de l'accueil des enfants en situation de handicap au centre de loisirs, l'écriture inclusive, des actions de prévention des stéréotypes liés au genre à l'accueil de loisirs, la participation aux semaines de lutte contre les violences faites aux femmes, les rencontres en non mixité choisie (elles) ou la médiat'elles, une médiathèque d'œuvres réalisées par des femmes mises à disposition des adhérentes. Enfin, la gestion du Groupe d'Entraide Mutuelle, la coopération avec l'association des Géméur·ses, a permis de se familiariser avec la notion de pair-aidance qui contribue à défaire les idées reçues sur qui est capable, qui ne l'est pas.

Des habitant·es disent avoir repéré cette sensibilité aux discriminations. Et y être sensibles.

Angles morts, points à améliorer :

Cette orientation était un projet social à elle seule ! C'est une idée à garder lors de l'élaboration du prochain projet, veiller à ne pas concentrer dans une orientation 80% des actions du projet.

Elle portait notamment l'ambition de faire évoluer la programmation culturelle dans la forme et dans le fond : être moins concentrée sur l'été, diffusée sur tout le territoire d'action et plus engagée, militante. C'est partiellement atteint car peu porté finalement par ceux qui ont *la main* sur les programmations. La communication, les dates ou horaires des spectacles n'ont parfois pas permis de s'adresser à toutes. Néanmoins, le marché nocturne a réussi à évoluer par un autre biais, l'écomanifestation ! Il a également mis à l'honneur la vie associative locale, les bénévoles, ce qui contribue à l'objectif. Attention cependant à ne pas transformer cet événement auquel les habitant·es sont très attaché·es sans les associer aux changements.

Les actions n'ont pas été déployées sur « tout » le territoire comme attendu, mais ont cependant drainé des habitant-es « de » tout le territoire. Cette question du territoire revient souvent sous cette forme, *LA Maison Pop' devrait mener des actions dans toutes les communes*, mais ce n'est pas porté par les habitant-es concerné-es : si c'est dans l'objectif de montrer son utilité sociale, à qui ? pourquoi ? peut-être à penser autrement ?

L'évaluation a permis de revisiter des notions comme l'émancipation, l'éducation populaire, les rapports de domination, le développement social local. Il semble important de refaire le point régulièrement, au cours du projet, et collectivement, pour que professionnel·les et bénévoles s'approprient ces notions au-delà des outils d'animation plutôt bien maîtrisés. L'éducation populaire, c'est l'ambition de transformer les rapports sociaux, de s'émanciper et de transformer la façon dont est structurée la société. Elle suppose donc un déplacement de la part de l'animatrice qui n'est pas un·e technicien·ne de l'animation neutre. Elle exerce ce pouvoir « pour » permettre l'avancée du projet collectif. Ce n'est pas un pouvoir « sur » les participant-es à l'animation. Même constat pour l'accompagnement : aider sans perdre la notion d'égalité suppose de travailler sur sa posture, voire ses propres aliénations. Enfin, nous pourrions également nous pencher sur l'accessibilité des activités que nous proposons : qu'est-ce qui fait qu'une activité est gratuite ? conditionnée aux revenus ? Etc.

On remarque toutefois que nous ne sommes pas à l'abri de « sorties de route », d'« exception » ou de « coups de canif » dans le règlement, le cadre et ce malgré nos compétences, nos connaissances et nos valeurs. Il faut alors rester attentif et ne pas perdre de vue ce que l'on a appris, ce que l'on a acté ensemble. Être en alerte pour ne pas rompre avec nos règles communes, nos valeurs et nos principes.

C'est en cela que l'évaluation est essentielle. Chaque démarche de renouvellement est l'occasion de requestionner nos pratiques, de nous (ré)approprier les notions, les concepts qui fondent notre projet social, notre association. Une dynamique

indispensable permettant de ne pas rester figer, comme une piqûre de rappel, luttant contre nos propres écueils.

INITIER UNE DEMARCHE DE TRANSITION ECOLOGIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIALE SUR LE TERRITOIRE

Quel changement souhaité ?	Les participant-es sont conscient-es des enjeux écologiques locaux, prêt-es à bifurquer vers un monde plus soutenable.
----------------------------	--

Points forts, réussites :

- **Rendre visible l'écologie pour en faire un sujet d'intérêt**

C'était une demande très forte des participant-es à l'élaboration du projet. Mettre l'écologie au cœur du projet. Et c'est ce qui s'est produit. Avec des impacts sur le territoire, puisque le projet porté par la Convention de Territoire Globale de l'ex canton de Montendre, en a fait une de ses trois orientations.

La majorité des actions ont été portées par le collectif Maintenant Qu'On Sait : un collectif d'habitant-es et d'associations mobilisés par LA Maison Pop' lors du banquet citoyen en 2021, qui s'auto-organise depuis via une réunion le 6 de chaque mois et des sous-groupes de travail. Les réalisations sont très nombreuses : ciné-débats, rencontres, conférences, bourses aux plantes...

Le collectif rassemble des personnes⁵ qui n'ont pas toutes les mêmes niveaux de connaissances, de conscientisation, d'implication ou encore d'expérience du collectif. Le groupe a donc avancé sur ses deux pieds, la thématique écologique et le soin porté au groupe. Il a permis la venue à Montendre d'expert-es, la rencontre avec des actrices clés du territoire (Projet Alimentaire Territorial), construit une carte des initiatives locales, organisé des visites de maraichages bio, etc. Il contribue également à l'entraide et au lien social. C'est donc moins un espace militant au sens où on

⁵ 80 participant-es dont une quarantaine à chaque rencontre mensuelle

l'entend communément, qu'un lieu ouvert, tolérant où on prend soin de soi et des autres, un lieu où agir et lutter contre l'éco anxiété. Il a réussi à mobiliser un nombre important d'habitant-es sur une action d'intérêt général.

- **Expérimenter de nouvelles manières de faire :**

Le choix de menus qui comportent des produits bio sans répercuter sur les familles l'augmentation du tarif, des ateliers qui privilégient l'up-cycling et le zéro-déchet, des buffets sans viande et sans alcool mais pas tristes grâce à la disco-soupe, la gratiféria bien sûr ou encore l'évolution du marché nocturne en éco manifestation : autant d'ateliers dits « petits gestes » et quelques projets collectifs qui permettent de penser chaque étape en fonction de son impact sur l'environnement. Ce fut l'occasion de conscientiser les enjeux environnementaux, de mesurer qu'on peut faire autrement, de vivre quelques désaccords féconds (par exemple sur le mécénat ou les buffets végétariens) et de constater les résistances, les exceptions, les doutes, les freins. L'échange d'expériences qu'a représenté l'atelier autour du compost (février 2023) a permis à la fois de répondre à des besoins d'information d'habitant-es repérés lors des aller-vers et de valoriser l'expertise d'usage des collégien·nes, des bénévoles de LA Maison Pop' et des volontaires de Solidarités Jeunesses. Autant d'initiatives à renouveler... d'autant que la gratiféria démontre à quel point les projets écolos peuvent être mobilisateurs.

Enfin, on constate qu'une démarche écologique permet d'interroger la manière dont on mène l'action, de faire des allers-retours entre le sens et les pratiques. Elle va à l'encontre de *l'ordre naturel des choses*, du *on a toujours fait comme ça*. Les enjeux qu'elle draine, chargés en émotions, en croyances, nécessitent de communiquer et parfois de la conflictualité. C'est donc une plus-value démocratique intéressante pour LA Maison Pop'.

Angles morts, points à améliorer :

Comment valoriser le gain pour la planète de notre décision de ne plus vendre de bouteilles en plastique sur nos manifestations ? C'est un exemple, mais ce geste fort, qui nous a valu pas mal d'incompréhensions de la part des client-es de la buvette du

marché, qui a entraîné une diminution des recettes de cette même buvette, comment est-il possible qu'il ne soit pas encouragé, compensé par les politiques publiques ? De notre côté, nous avons probablement par manque de temps, et sans doute de formation, négligé les efforts pédagogiques : expliquer le sens de tel choix, quel qu'il soit, sa portée, son impact environnemental.

Enfin, la question du numérique se pose à l'heure où notre action Mon Ordi est Une Chance se trouve interrompue faute de site de reconditionnements d'équipements informatiques.

OSER AGIR ENSEMBLE DE MANIERE PLUS ETHIQUE

Quel changement attendu ?

LA Maison Pop' a amélioré ses pratiques à la fois sur le plan démocratique et sur le plan de la coopération.

Points forts, réussites :

- **Aller à la rencontre des habitant-es des 21 communes**

14 actions d'aller-vers ont été menées par des binômes de professionnel·les à partir de 2022. Après covid, il s'agissait de quitter nos bureaux et de favoriser la rencontre avec des gens qui possiblement ne venaient/viendraient pas à LA Maison Pop'. Un travail d'élaboration très riche a été mené en amont au sein de l'équipe, basé notamment sur des travaux du Réseau 44 des centres sociaux et de Catherine Neveu⁶. L'aller-vers contribue à une meilleure connaissance du territoire et de ses habitant-es. Il repose sur des compétences sociales : entrer en relation avec une personne inconnue, sans le prétexte de l'animation, de l'accompagnement ou du cadre institutionnel, peut mettre extrêmement mal à l'aise. A contrario, certain-es le vivent avec un plaisir dont on imagine qu'il est contagieux et facilite d'autant plus la prise de contact. Pour garder une trace des échanges, les animateur·trices remplissent au retour une grille. Iels ont pu repérer par exemple l'inquiétude des habitant-es par rapport au tri des déchets ce qui a motivé une information collective à ce sujet. Les aller-vers permettent également de délivrer des informations, d'orienter vers un service. Ils ont pu faciliter la venue dans nos murs d'habitant-es rencontrée-es par ce biais.

En complément des aller-vers effectués sous cette forme, l'animatrice d'insertion va régulièrement aux Restos du cœur et à la Banque alimentaire, la référente familles au-devant des élèves et familles (sorties d'école, conseils d'école, etc.) et l'animateur jeunesse au collège.

⁶ Le pouvoir d'agir dans les centres sociaux, Reconfigurations militantes et professionnelles, Héloïse Nez, Catherine Neveu, Julie Garnier

L'aller-vers, par le déplacement de position qu'il impose, amène de l'horizontalité dans les échanges. L'habitant·e est considéré·e comme expert·e de sa situation et co-auteurice de la réponse apportée. Concrètement, cela n'a pas amené plus de participation de la part des habitant·es rencontré·es, en revanche, cela contribue à former les professionnel·les, donc à créer les conditions de la participation.

Enfin, les aller-vers font sens dans le cadre de la démarche d'actualisation du diagnostic. Les observations et informations recueillies ont nourri notre description des problématiques du territoire.

- **Mieux connaître les acteurs locaux :**

LA Maison Pop' est bien inscrite dans une dynamique partenariale que ce projet a renforcée. Ses professionnel·les et bénévoles ont contribué aux travaux des deux CTG du canton des Trois Monts, au contrat local de santé (cdc Haute Saintonge), aux groupes de travail 3R sur la thématique du Réemploi, de la Réutilisation et de la Réparation (cdc Haute-Saintonge), au réseau de lutte contre les violences (arrondissement Jonzac), etc. Ces temps permettent de se rencontrer, de se connaître, de mieux comprendre nos missions. Nous prenons en compte ce qui s'y dit pour ajuster ce que nous faisons : ainsi, des élu·es ont explicité à plusieurs reprises leur difficulté à ne pas retrouver le·a bon·ne interlocuteurice au moment où iels en ont besoin, souvent dans l'urgence : on le sait, les dispositifs sont très nombreux, très spécifiques, cachés sous des sigles, ... Cela nous a encouragés à réaliser une plaquette sur le projet collectif familles et sa référente qui a été envoyée dans toutes les communes. Nous avons également répondu présent·es à toutes les rencontres auxquelles nous étions conviés. Les sollicitations sont nombreuses, témoin, pour le mois de mars 2024 : forum de l'emploi saisonnier (France travail et cdc Haute-Saintonge), diagnostic départemental des actions de prévention (CD17), commission transition projet CTG (ville de Montendre), commission enfance-jeunesse (Ville de Montendre), Festi Prev'itinérant (Territoire Educatif Rural, canton des Trois Monts, CD17), réseau d'acteurs du 1er accueil de proximité en Haute Saintonge, Numérique

Ensemble (CD17 et Préfecture), brunch du pôle ressources handicap 17, commission du schéma départemental des services aux familles (CAF 17).

Nous organisons les ptits dej interpos, tous les deux mois. Animés par l'animatrice d'insertion, ils réunissent les acteurs et actrices de l'action sociale du territoire, soit : le département de la Charente Maritime (la Délégation Territoriale de la Haute Saintonge, le Pôle Ressources Handicap 17, la PMI), la CAF, la MSA des Charentes, le Centre Hospitalier de Jonzac (ESPAIR, EMPP, la Passerelle, le CMP, la PASS, SAMSAH, CSAPA), EPD Les 2 Monts (SAO et SAVS), l'ADEI (GEM et SAVS), Tremplin 17 (DARUD, pôle social, CHRS), DAC 17, UDAF 17, l'association VIE, la Fondation Diaconesses de Reuilly, l'AEMO Renforcée de Moissons Nouvelles, la MDAJA 17, la mission locale, le GEM La Carapace Ouverte, le CIDFF, la Maison des Bateleurs. Ce réseau a évolué à partir de 2022 avec la création d'un sous-groupe qui a travaillé sur la mobilité. En 2024, même démarche avec cette fois la thématique du logement. Le choix méthodologique est le suivant : travail individuel sur des vignettes cliniques, croisement des situations rencontrées, échanges, action.

Le travail effectué par le réseau est très reconnu par ceux qui y participent dans la mesure où il facilite l'accompagnement des publics vulnérables. Il instaure une dynamique de coopération et contribue à donner du pouvoir d'agir aux professionnel·les. On peut parler de synergie au sens où le réseau permet d'accomplir plus que ce qu'il aurait été possible seul.

Enfin, de nombreuses actions, portées par LA Maison Pop' ou pas, sont organisées en partenariat avec : l'association des parents d'élèves, Solidarités Jeunesse, Le moulin solidaire, Adonf, Vie libre, le tennis club, clap cinéma, la Cie des 1000 printemps, les écoles et collège du secteur, etc.

Bien inscrite dans le réseau local, bien repérée, LA Maison Pop' apporte une plus-value en terme de connaissance du territoire et des besoins des habitant·es ; elle a des compétences en organisation et animation de rencontres ; elle a également une capacité à fédérer et à mobiliser des acteur·trices dans des champs variés. De surcroît,

il y a beaucoup d'authenticité dans la manière dont elle fait vivre ses partenariats, du dynamisme et de l'engagement.

- **Faire vivre la démocratie plutôt que les dominations :**

Le conseil d'administration a dépoussiéré ses statuts. Un travail au long cours (6 mois) qui a ponctué chaque conseil d'administration afin de prendre le temps d'échanger sur nos représentations, nos expériences, nos envies en matière de gouvernance. Avec quels changements ? La qualité écologique de l'association est affirmée ; la citoyenneté des jeunes à partir de 16 ans est reconnue : ils ont la capacité d'élire et d'être élu-es, sans restriction ; le principe d'expérimentation démocratique est affirmé : à chaque conseil d'administration revient d'élaborer collectivement la manière dont il souhaite s'organiser. On dit souvent de la loi 1901 que c'est une loi de liberté, cela prend tout son sens !

De son côté, l'association du GEM a fait de même, régulièrement, jusqu'à aboutir à un choix de gestion collégiale.

Une autre action a été saluée par l'équipe professionnelle, l'animation déléguée : c'est un outil de développement des organisations et d'amélioration de la communication au sein d'une équipe. Cette méthode d'animation favorise la coopération entre les participant-es et initie un fonctionnement collaboratif, générateur de liens et de bien-être. Le leader de la réunion conserve la fonction de décisionnaire et délègue à l'équipe les autres rôles (facilitateur, cadenceur, scribe et meta), ce qui lui offre l'occasion d'une prise de recul et d'une observation du fonctionnement de l'équipe. On constate que les comportements en réunion ont changé, les participant-es sont plus investi-es et prennent confiance en elleux.

Angles morts, points à améliorer :

Les écrits : charte du bénévolat, règlement intérieur, livret d'accueil, etc. n'ont pas été tous faits. C'est une compétence collective qui reste à acquérir, qui va au-delà des

écrits professionnels : dépasser la culture de l'oralité, du *ça va de soi*, pour définir des règles communes, opposables, s'y référer et s'y tenir. Mais c'est indispensable, à condition de veiller à une compréhension partagée de la production.

De l'accueil à l'appropriation du centre socio-culturel par les habitants

Quel changement attendu ?

L'habitant-e est accueilli-e comme un partenaire potentiel du projet social.

Points forts, réussite :

- Laisser la place aux bénévoles :

Un des enjeux du projet était de donner envie aux bénévoles de venir et s'approprier LA Maison Pop'. Quatre ans plus tard, cette crainte de ne pas parvenir à mobiliser paraît presque incongrue. En effet, ce projet a vu la création de plusieurs commissions à l'initiative des administrateur-trices : enfance, transition écologique, bénévolat, employeurs, finances et assemblée générale. Les administrateur-trices ont démultiplié leurs engagements et développé des compétences en animation de groupes, en gestion de projet, leurs connaissances de la convention collective, etc.

Nombre d'activités, projets sont menés par des bénévoles, parfois sans l'appui de professionnel-les comme le collectif Maintenant qu'on sait, la commission bénévoles, Mouv'anse, etc. d'autres sont menés avec une majorité de bénévoles comme la gratiféria ou les ateliers de français avec les réfugiés. On constate une évolution chez les administrateur-trices qui apprécient d'être entre habitant-es, qui contribuent à l'accueil, qui facilitent la participation des habitant-es.

Désormais, la question du bénévolat se pose plus en terme de gestion de cette ressource humaine : les rencontrer, cerner leurs besoins, les accompagner, faire équipe. Une première journée a été organisée en mars 2024 pour réunir les bénévoles potentiels et faire connaissance.

- Structurer la fonction accueil :

Une formation à la fonction accueil a été suivie en 2022 par la directrice et la référente familles avec une mise en œuvre sur le terrain à laquelle toute l'équipe pro/bénévole a été associée. Ce fut l'occasion d'apports et d'échanges sur la transversalité de la fonction accueil, sur l'accueil inconditionnel, sur l'habitant-e envisagé-e comme le premier partenaire du centre social, sur la manière de passer de l'individuel au collectif. Une enquête a également permis d'aller observer comment l'accueil était organisé sur les différents sites, suivie d'améliorations : affichages, etc.

Elle a permis de *se regarder faire* et de conscientiser que l'accueil est l'affaire de tous et toutes. Ainsi, des consignes ont été passées sur l'importance de ne pas rester entre collègues ou entre administrateurices de LA Maison Pop' lors des événements publics.

L'animation de l'accueil a été testée notamment durant l'après-midi qui a lancé la Mediat'elles. Notre envie était de donner à l'accueil un visage moins administratif. Le test a démontré que dans nos locaux, il n'est pas possible de faire cohabiter l'accueil généraliste et une action collective. En revanche, les expositions temporaires ont permis de dynamiser l'accueil, surtout lorsqu'elles étaient en lien avec les semaines d'information sur la santé mentale ou la semaine de la petite enfance. Une semaine de portes-ouvertes en nocturne a été expérimentée lors de la fête de la laïcité où des habitant-es accueillaient d'autres habitant-es pour leur faire découvrir l'exposition sur Emile Combes. Autant de supports à échanges, qui donnent corps à la transversalité de nos actions et au projet et qui parviennent également à mobiliser des habitant-es sur de l'affichage, de l'animation, de l'accueil.

- Développer des actions spécifiques :

On raisonne souvent pour ou à partir du collectif, l'idée était donc d'introduire dans ce projet la prise en compte de la singularité. Ainsi, des actions ont été menées pour améliorer l'accueil des enfants à besoins spécifiques, en situation de handicap ou pas, via des temps d'échanges avec le pôle ressources handicap 17, avec la référente

familles et même en entretien annuel. Ils contribuent à lever les freins sur les temps individuels dont ont besoin certains enfants sans que cela soit vécu comme injuste par les professionnel·les (égalité $\neq$ équité).

L'accompagnement à la gestion des émotions, comme les activités d'expression (atelier philo SEVE, débats, jeux d'improvisation, etc.) ou les animations d'inclusion avec des groupes d'adultes contribuent à créer des espaces épanouissants et bienveillants, à se construire dans un rapport à soi et dans un rapport à l'autre positifs.

Des outils de compensation du handicap facilitent l'inclusion des personnes porteuses de handicap intellectuel ainsi que celle de publics en difficultés de lecture (personnes malvoyantes ou dyslexiques, personnes ne maîtrisant pas la langue française, ... On peut citer les pictogrammes au centre de loisirs, la méthode FALC (facile à lire et à comprendre) au GEM.

Enfin, l'association crée ponctuellement des espaces en non mixité choisie, notamment à destination de femmes, pour partager des expériences communes et définir leur stratégie de libération. Ces pratiques sont ponctuelles et ne s'opposent pas à l'existence d'autres temps et lieux d'échanges mixtes. Il s'agit d'un outil et non d'une fin en soi. Cette pratique fait l'objet de nombreuses critiques, ses détracteur·ices, souvent indifférent·es aux situations de non-mixité de fait au sein des groupes dominants (clubs sportifs, loges maçonniques de Montendre, par exemple), considérant que cela crée de la discrimination ou du racisme inversé·es. Pour autant, non-mixité et mixité choisie n'ont pas d'autres objectifs que ceux de l'égalité entre toutes, quelle que soit son identité ou sa position sociale. Ces espaces contribuent à désapprendre la misogynie intériorisée, en faisant l'apprentissage de la solidarité féminine, en s'ouvrant à la diversité d'être femme. Ainsi, la Mediat'elles contribue à mettre en valeur les capacités créatrices et intellectuelles des femmes, en mettant à disposition livres, revues, films, BD, etc. conçus par des femmes. Tout en

expérimentant la solidarité, puisque l'accès aux œuvres repose sur le prêt ou le don de femme(s) à femme(s).

Angles morts, points à améliorer

L'animation du bénévolat, le lien avec les adhérent-es sont à renforcer. Réfléchir sur le sens donné au bénévolat, questionner les adhérent-es sur leurs attentes, etc. Du point de vue des centres sociaux, l'animation participative est un levier pour permettre la reconnaissance des capacités des citoyen·nes à agir sur leur environnement. Associé-es, dans une logique d'éducation populaire, iels transforment la société et fondent une démocratie en actes. Cette définition est-elle partagée ? A notre échelle, réfléchir au sens collectif du bénévolat pour ne pas s'auto-limiter à la gestion de l'association ou à la lutte contre l'isolement.

Cette mission d'accompagnement d'initiatives d'habitant-es n'est pas assez visible, ont renvoyé les participant-es à la démarche. Elle s'appuie sur la reconnaissance de l'expertise d'usage des habitant-es et sur notre compétence en développement du pouvoir d'agir. De notre côté, nous avons pu nous enfermer dans l'image que nous renvoient d'eux-mêmes certain-es habitant-es, à savoir une forme de résignation. Et nous avons pu alors tenter de relayer leurs difficultés plutôt que de leur proposer de les accompagner à les exprimer. C'est donc sur ces deux champs qu'il faut agir, à la fois valoriser cette mission d'accompagnement et trouver avec les personnes concernées les ressorts, les ressources pour ne pas céder aux passions tristes : pessimisme, colère, isolement, anomie.

La fonction accueil doit continuer à se structurer avec un projet transversal dont la finalité est de faciliter la participation. Il pourrait prendre appui sur les supports de la formation pour un échange de pratiques entre ceux qui y ont participé et les autres.

La bureaucratisation du quotidien⁷ est un des freins identifiés à la participation. Pointage des présences à l'accueil de loisirs ou au GEM, gestion des activités au siège,

⁷ [Pouvoir d'agir des habitants : les centres sociaux comme leviers d'émancipation sur les territoires \(centres-sociaux.fr\)](http://centres-sociaux.fr)

etc. Quelques tâches, indispensables, peuvent gêner la disponibilité nécessaire à la rencontre. Le secrétariat des accueils de loisirs (gestion des inscriptions) demeure chronophage et la gestion des listes d'attente source de stress, cela a un impact sur l'accueil, sur notre relations aux parents : la réorganisation en cours doit se poursuivre, avec plusieurs options, comme le changement de logiciel (iNoé ?), la formation Noé pour la chargée d'accueil, etc. Et d'autres qui concernent la gestion des accueils de loisirs.

Des actions nouvelles comme les nuits des bénévoles, fête du bénévolat, tour operator de LA Maison Pop', etc. n'ont pas été mises en œuvre. L'euphorie de la construction du projet fait naître beaucoup de motivation, d'envie, c'est peut-être un effet groupe qui fait que tout semble possible. Cependant, cela n'a pas été un frein à l'atteinte de l'objectif, et cela n'a pas créé de frustrations non plus.

Côté équipements, une concertation dynamique est nécessaire avec les collectivités qui les mettent à disposition de manière à ce que LA Maison Pop' ne soit pas seule à assumer et gérer le manque de places disponibles. Ce modèle de gestion est-il encore pertinent ? Pour l'heure, on en voit surtout les limites.

Enfin, côté aménagements :

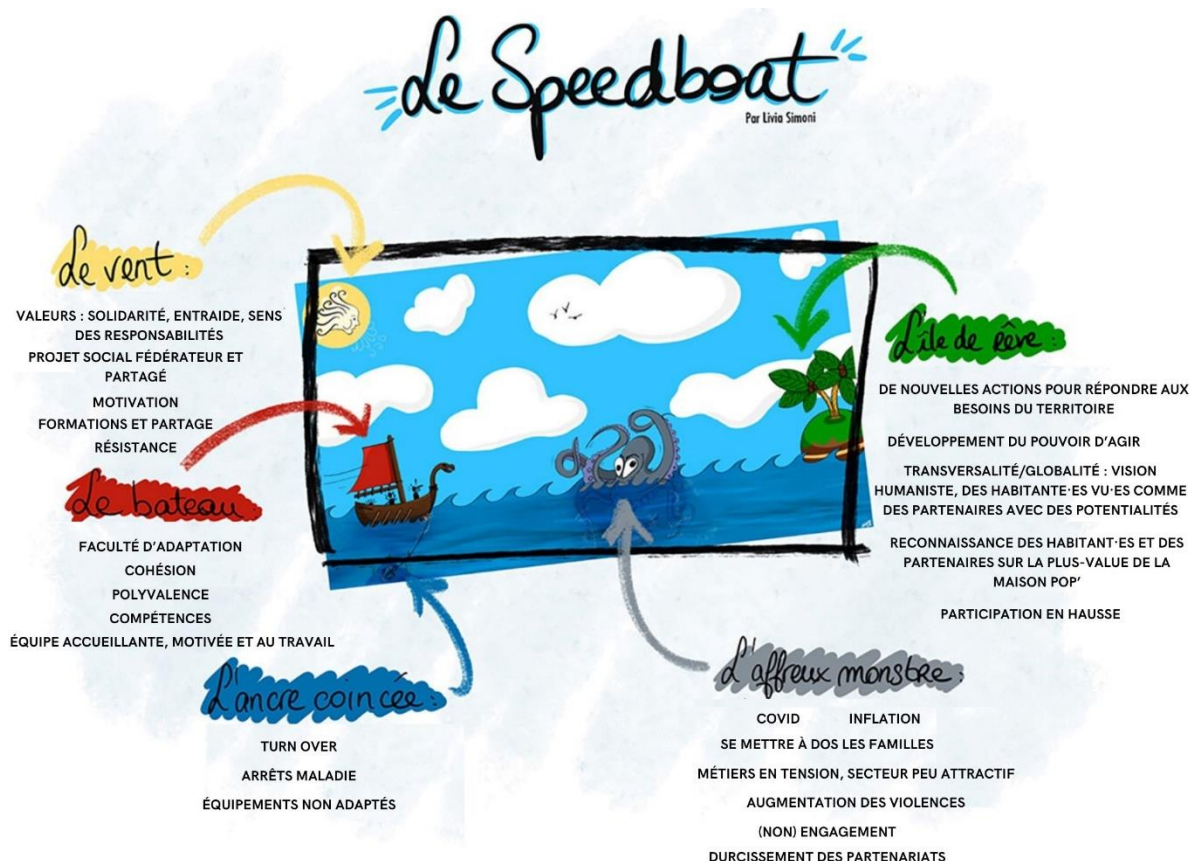
- la signalétique du centre social, en ville, reste à faire.
- une rénovation globale du centre de loisirs doit être étudiée en 2024 par la commune de Montendre.
- un entretien régulier des trois accueils périscolaires est indispensable.

SYNTHESE

* Les objectifs ont-ils été atteints ?

Il apparaît que les objectifs que nous nous étions fixés sont atteints. Ce projet a bien permis de lutter contre les discriminations, inégalités sociales et de mobiliser dans une perspective de transition écologique. Il a également permis d'améliorer nos pratiques et l'accueil des habitant-es pour créer les conditions favorables à leur participation.

En guise de synthèse, les participant-es au renouvellement du projet ont préparé une représentation des quatre années du projet social comme suit :



* Quels sont les éléments qui nous ont aidés ?

Le projet social ! Sa démarche très participative, l'accompagnement par la SCOP L'Engrenage, l'animation des rencontres, la convivialité, la mobilisation, son ambition, ont fait du projet que nous évaluons une référence commune. Chacun-e y retrouvait une part de lui ou d'elle-même, de souvenirs, d'échanges. Il a permis d'accueillir ceux qui nous ont rejoints

par la suite, pour donner un sens partagé à ce que nous souhaitons accomplir ensemble. C'est un vrai plus par rapport aux précédents projets – à la fois ce n'est que le 3^{ème} !!!

La transition écologique a mobilisé habitant·es et professionnel·les, anime nos activités de manière transversale et pousse à expérimenter, à innover, ce qui est assez stimulant d'autant que cette question a permis à de nouvelles personnes intéressées de nous rejoindre.

Une équipe soudée et motivée, à l'écoute des habitant·es et dotée d'un bon sens de l'humour : cela a permis de dépasser les difficultés, qui n'ont pas manqué, mais cela contribue également à l'attractivité de l'association. « Vous faites envie » nous dit-on souvent.

L'adaptation : constatant que les habitant·es venaient moins au centre social (covid + déménagement), nous avons développé des stratégies pour sortir des murs (aller vers, banquets citoyens, *summer-tour*, sorties culturelles, etc.) et pour faire autrement : des pique-niques en plein air plutôt que des ateliers, des promenades plutôt que des rendez-vous, etc. Nous avons utilisé de nouveaux outils (FALC, double-écran, petits groupes, animation de réunions, non-mixité, etc.) pour dépasser les freins à la participation.

La reconnaissance et le soutien de nos partenaires : durant ce projet, la CAF et le conseil départemental ont critérisé certaines aides, et pris en compte les caractéristiques de notre territoire. Cela nous a permis de créer un poste d'animatrice d'insertion à temps complet (référente ACIS) et un poste d'accompagnatrice numérique (France services). Soutien également de nombreux partenaires du territoire qui s'associent à nos initiatives et nous associent aux leurs, qui parlent toujours de la Maison Pop' de manière positive, à l'instar de cette assistante sociale du territoire : *« Je soutiens l'appel des centres sociaux parce que le lien social qu'ils favorisent est vital pour tant de personnes isolées qui ont perdu confiance en elles. Parce que le développement du pouvoir d'agir promu par ces associations est un véritable levier d'insertion. Parce que c'est un lieu ressource historique, porteur de sens pour les habitants. Parce que l'éducation populaire donne la parole aux citoyens. Parce qu'ils impulsent la synergie partenariale. Parce qu'ils s'appuient avant tout sur les besoins des habitants. Parce que je suis une assistante sociale qui soutient les partenaires inspirants. »*

* **Quels éléments nous ont handicapés ?**

L'augmentation des effectifs de l'accueil de loisirs, au point d'atteindre notre capacité maximum d'accueil, entraîne des difficultés relationnelles avec les familles : les parents ne comprennent pas qu'on ne puisse pas accueillir leur enfant, que le service ne soit pas adapté aux besoins. Cela crée des tensions à l'accueil, plus rarement au centre de loisirs, un surcroît de travail pour gérer les listes d'attente et de la fatigue dans les équipes d'animation.

La dégradation des relations partenariales : l'impression partagée de n'être pas entendus ni compris. Ainsi, malgré plusieurs alertes, nous n'avons pas pu poser les choses pour que les moyens de l'accueil de loisirs donnent lieu à une réflexion collective. Pourtant, cette intention figure parmi les étapes de la CTG vers un accès équitable à des services : « les acteurs locaux travaillent ensemble à compléter l'offre de service au regard des besoins non pourvus ⁸ ».

L'inflation, qui vient fragiliser la vie d'habitant-es qui « regardent » désormais au coût de leur bénévolat : les déplacements sont réduits, mutualisés. Le budget loisirs n'existe plus. Des familles qui travaillent vont à la banque alimentaire.

Les ressources humaines : nous avons eu des difficultés à recruter du personnel qualifié et compétent pour remplacer les absent-es (accidents, longue maladie, maternité). Cela a entraîné un surcroît de travail (recrutements, accompagnement à la prise de poste), des changements de planning et d'organisation.

* **Qu'est-ce-que cela nous apprend de nouveau sur les publics que nous voulons toucher ?**

Les parents ont des difficultés à se mobiliser pour défendre leurs intérêts. Ils gèrent le quotidien, au jour le jour, pris dans des déplacements de plus en plus longs et coûteux pour se rendre au travail, et la vie de famille. Lorsqu'ils sont coincés-es, sans mode de garde, iels sollicitent des ami-es, des voisin-es, posent un congé, font appel à une nounou, confient les

⁸ Projet de territoire montendrais, 2022-2025

plus petit·es aux plus grand·es d'une fratrie. Le système D plutôt que l'action collective. La difficulté passée, certain·es passent à autre chose, chez d'autres, cela nourrit une exaspération, du stress, de la colère.

➤ Quelles conséquences sur les enfants ?

La précarité augmente, avec de nouvelles catégories de la population touchée : les « jeunes » retraitées, par exemple, au point que beaucoup continuent à travailler. Les travailleuses pauvres sont également en augmentation : mamans solos ou pas, elles cumulent emploi et pauvreté. Le non-recours aux droits ne diminue pas. Des personnes évitent d'aller à la Délégation Territoriale au point que les assistances sociales font le constat d'une baisse de fréquentation et de situations qui leur arrivent très dégradées. On constate que le discours dominant sur les aides sociales provoque des dégâts, repris par des personnes qui se présentent à l'accueil en tenant des propos discriminants, sans filtre et assez étonné·es finalement d'être repris·es. L'accompagnement apporté par France services, mais plus largement par LA Maison Pop', est vécu comme moins stigmatisant.

Des solidarités de voisinage, intrafamiliales, entre bénévoles d'une association et parents d'élèves existent. Les retraités sont très sollicités pour garder leurs petits-enfants, les accompagner aux activités. Egalement pour effectuer des travaux d'aménagement de la maison. Il y a beaucoup d'entraide et de bienveillance : dans une même rue, on veille les un·es sur les autres tout en étant vigilant·e sur la préservation de l'intimité de chacun·e. C'est cette même approche humaniste que les habitant·es reconnaissent à LA Maison Pop'. C'est le constat d'un filet de protection qui tient grâce aux engagements du quotidien des actrices de proximité.

Parmi les professionnel·les reconnu·es par les habitant·es, les secrétaires de mairie et enseignant·es sont celles qui reviennent le plus souvent.

➤ Comment mieux travailler ensemble ?

*** Qu'est-ce-que cela nous apprend de nouveau sur nos pratiques professionnelles ?**

Nous avons besoin de prendre du recul, régulièrement, de rencontrer des collègues d'autres structures, de croiser les regards, de voir d'autres réalités, de nous former pour ne pas être contaminé-es par les colères ou l'impuissance exprimées par les personnes reçues. Des analyses de la pratique professionnelle ont été mises en place, avec profit.

Les compétences des professionnel·les en face à face public augmentent en matière d'écoute et d'animation participative. Iels parviennent à mobiliser des habitant·es pour monter avec elleux des actions collectives, ex : ateliers numériques, santé, jardins collectifs, etc.

Nous devons être vigilant·es à animer la participation sans culpabiliser. Le manque de temps, la fatigue d'un quotidien où rien n'est donné, sont des freins légitimes à la participation. A contrario, lorsque LA Maison Pop' est vue comme un support, des assises sur lesquelles on peut compter, s'appuyer, lorsque la relation de confiance est établie avec les professionnel·les, la rencontre est possible.

En matière de participation, on constate que l'accompagnement des personnes permet un mieux-être individuel. Cela se traduit par une augmentation de la confiance en soi, une meilleure connaissance de soi, l'identification de ses propres ressources, le développement de liens sociaux et l'envie de s'engager. Ainsi, des habitant·es s'investissent dans l'animation ou la co-animation d'activités (ex : une jeune sur la journée d'intégration des 6^{ème}, des gémers sur l'animation d'un ciné-débat, des bénévoles lors de la gratiféria, des ateliers de français, etc.)

On constate une évolution significative de la participation comme étant possible pour tous à travers l'exemple d'habitant·es accompagné·es dans le cadre de l'ACIS. Certain·es d'entre elleux ont contribué à la création du GEM et gèrent l'association « La carapace ouverte » de manière autonome. D'autres s'essaient à animer un atelier de français pour les réfugié·es. Désormais, sont envisagé·es comme participant·es, comme acteur·trices, toutes les personnes, y compris les mineur·es, qui en manifestent le désir. C'est un enfant de dix ans qui a animé la partie de loup-garou de la veillée parents-enfants organisée pour Halloween au centre de

loisirs ! Ce sont les enfants qui prennent le compte-rendu et répartissent la parole lors des ateliers philo, etc.

Ce développement des capacités à être soi et de son pouvoir d'agir repose sur un accueil individualisé : du temps est pris pour chacun·e, consacré à l'écoute mais aussi au dialogue. L'altérité est proposée par l'animateur·trice, indispensable pour sortir de soi, de même que l'activité est nécessaire pour ne pas se perdre dans du « bavardage » : parole et action mêlées comme processus de conscientisation, on pense à Paulo Freire⁹. Une des difficultés repérées c'est justement le vide auquel les professionnel·les peuvent être confronté·es. La non-demande. La difficulté à exprimer un avis, une pensée, qui met à mal l'accès aux droits mais freine également la participation. Ce que Paulo Freire a conceptualisé sous le nom de « culture du silence » correspond à *un ensemble de représentations et de comportements ou de « manières d'être, de penser et d'exprimer », qui ont conduit des contingents énormes d'hommes et de femmes à naître, à vivre et surtout à demeurer dans la condition d'opprimés, muets, exclus des décisions relatives à la construction des règles déterminant leur vie*¹⁰. C'est là que les valeurs de l'association, sa profonde humanité, son humilité, que font vivre ses animateur·trices, permettent de dépasser les freins du dominé pour établir une relation authentique. « Il y a un climat bienveillant qui a l'air complètement naturel, dans l'équipe, mais compris entre les animateurs et le public. Ça paraît tellement évident que toutes soient aussi bienveillant·es et à l'écoute... » constate Floriane, stagiaire. « Merci à vous pour l'accueil, pour la douceur de votre équipe et la qualité des échanges » note une élue suite à sa visite. Les animateur·trices repèrent par quelles étapes iels passent : « On laisse le temps, sans

⁹ *La nécessité du dialogue dans l'éducation conscientisante, à partir de la parole véritable comme praxis, c'est-à-dire qui transforme le monde ; Exister humainement, c'est dire le monde, c'est le modifier. Le monde exprimé devient à son tour un problème à résoudre pour les sujets qui l'expriment, et il exige d'eux une expression nouvelle...Le dialogue n'est pas possible entre ceux qui veulent « dire » le monde et ceux qui s'y refusent. Entre ceux qui déniaient aux autres le droit de prononcer une parole et ceux qui sont privés de ce droit. Il faut d'abord que ceux qui sont privés du droit primordial à la parole reconquièrent ce droit et que cesse cette agression déshumanisante. Si, en parlant, en exprimant le monde, les hommes le transforment, alors le dialogue s'impose comme le chemin par lequel les hommes trouvent leur signification en tant qu'hommes.* · « Le dialogue, essence de l'éducation vue comme pratique de la liberté » · Auteur : Paulo Freire

¹⁰ <https://journals.openedition.org/ries/7198>

Forcer, sans penser pour, sans faire à la place de, de manière à faire émerger la parole, peut-être la demande, l'envie, un possible. »

L'évaluation permet également de repérer que la permanence des professionnel·les et des locaux permet à LA Maison Pop' d'être identifiée, d'assurer la continuité et la transversalité. Une permanence un peu mise à mal par des changements dans l'équipe professionnelle comme celle-ci n'en avait jamais connus. Ce qui fonctionnait sans avoir besoin d'être dit, les normes construites par l'association au fil des projets sociaux, le ça va de soi, ne suffisent plus. Une marge d'amélioration consistera donc à rédiger collectivement des procédures, des livrets d'accueil, etc. pour s'acculturer ensemble et co-construire une posture commune. C'est que l'on marche sur une corde raide, tant la position bienveillante est difficile à tenir sans glisser vers l'assistanat. Il faut parvenir à faire le distinguo entre l'animation socio culturelle et l'éducation populaire. « Il y a beaucoup de réflexion sur le sens » poursuit Floriane « j'ai appris beaucoup de choses, même à la pause-déjeuner on ouvre la réflexion, c'est intéressant. J'ai l'impression que vous êtes tous et toutes engagés. C'est hyper enrichissant ».

La réunion d'équipe du mardi matin est un des outils qui a contribué à cette cohésion. En 2022, la directrice a proposé à l'équipe d'en modifier l'animation en partageant les rôles d'animateur, scribe, méta et cadenceur entre les participants, à tour de rôle, tandis qu'elle-même conservait d'une rencontre à l'autre son rôle de décideure.

* **Les résultats obtenus**

LA Maison Pop' est appropriée par les habitant·es comme un espace où se ressourcer, où on est bien accueilli, un espace des possibles où on peut s'engager si on le souhaite et développer ses compétences.

Les actions s'adressent à toutes catégories et favorisent les échanges entre les générations, les familles. Des manifestations très populaires contribuent à l'animation de la vie locale en étant accessibles à toutes.

La déconstruction des clichés sur la campagne, la ruralité ; la déstigmatisation de la santé mentale ; la lutte contre les stéréotypes liés au genre ; une réflexion sur les rapports sociaux, etc.

La mobilisation de partenaires et d'habitant·e autour de projets très variés : guide mobilité des professionnels de l'action sociale, gratiféria, semaines d'information sur la santé mentale, etc.

Des services de qualité qui facilitent l'accès aux droits et le quotidien des habitant·es : France services, accueil de loisirs, etc.

Des accueils éducatifs (ACM, clas) qui ne sont pas « que » des modes de garde mais qui permettent aux enfants de s'épanouir, d'accéder aux loisirs ; le lien avec la communauté éducative (réflexion en cours sur un pédibus, journée d'animation Marmailles en fête, etc.)
Des propositions nouvelles comme le LAEP qui répondent aux besoins de répit, de rencontres des parents.

« Nous sommes dans un moment où ce qui est proprement révolutionnaire, ce n'est pas de rêver d'un monde nouveau, mais de décrire avec justice et justesse les possibilités, le devenir du monde dans lequel nous vivons.¹¹ »

¹¹ Patrick Boucheron, historien, lors de son intervention à Droit de Cité, la grande journée des associations et de ceux qui s'y engagent au quotidien, organisée par le mouvement associatif le 26 janvier 2024.

Diagnostic de territoire

Le territoire d'action de LA Maison Pop' est situé au sud de la Charente-Maritime, dans la communauté des communes de Haute-Saintonge. C'est un territoire rural, classé Zone de Revitalisation Rurale, avec pour commune pôle Montendre.



Le bassin de vie de Montendre, Charente-Maritime (Géographie au 01/01/2023 ©IGN-INSEE :

1,5 cm=20km)

CAMPAGNE POPULAIRE

Les premières caractéristiques de ce territoire sont à la fois un déclin démographique et économique¹² et sa situation géographique en Charente-Maritime : *le grand Sud*, des caractéristiques qui le décrivent par le vide ou « en creux » sans jamais en expliciter les biais. Cela contribue à nourrir un sentiment de relégation. Ce sentiment s'appuie sur des faits, des facteurs qui se cumulent, s'additionnent, il s'ancre dans une histoire, celle d'un territoire et celle des personnes qui y vivent. Le sentiment de relégation se nourrit de regards, de propos : « vous êtes loin de tout ici » qui sont ceux portés sur les campagnes populaires. L'isolement se joue à deux niveaux, qui se renforcent et s'auto-alimentent : au sein même du territoire, avec un habitat dispersé¹³, une population qui vieillit et s'appauvrit, et entre le territoire et son environnement : difficultés d'accès aux soins, à la mobilité voire à la visibilité. C'est l'idée partagée que vivre ici mobilise plus d'énergie qu'ailleurs, au sens propre comme au sens figuré. A défaut, on s'isole et se fait oublier.

Ce ressentiment s'appuie sur un discours dominant qui oppose d'un côté une France des « bobos » vivant dans les centres-villes et de l'autre côté une France des « ploucs » et autres « gilets jaunes » peuplant les mondes périurbains et ruraux. Un discours d'autant plus problématique qu'il nourrit celui du Rassemblement national qui prospère sur ce pseudo clivage géographique. Dans les faits, on constate que les préoccupations écologiques, habituellement attribuées aux classes plus aisées, ou urbaines, sont si fortes sur notre territoire qu'il peut se targuer d'être le seul de Charente-Maritime dont la CTG a un axe de transition écologique, tandis que notre projet social rural porte également une orientation écologique qu'on ne retrouve pas chez nos homologues citadins. Et ce n'est pas un effet de mode, puisqu'au sein de LA Maison Pop', l'écologie est un sujet depuis 19 ans¹⁴. Aussi, de la même manière que nous avons déconstruit lors du précédent projet « une campagne pas si

¹² Les zones de revitalisation rurale (ZRR)... [sont].. les moins peuplées et les plus touchées par le déclin démographique et économique. Elles ont été créées par la loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire (LOADT) du 4 février 1995.

¹³ 39 habitants/km2

¹⁴ Source : fiche-action festival Mondial de la Terre 2015 « depuis 2005, LA Maison Pop' organise différentes manifestations dédiées au développement durable et à l'éducation à l'environnement. »

verte » il nous apparaît essentiel de mettre à jour les enjeux de ce territoire, qui sont ceux des classes populaires :

- constamment en mouvement pour pallier l'absence ou l'insuffisance de revenus du travail, avec des pratiques de subsistance et de sobriété qui mobilisent à temps plein sur un territoire dont la qualité de services collectifs n'est pas à la hauteur ;
- habitées par un souci de respectabilité, de mise à distance de toute forme de stigmatisation.

Cette relégation tend à se renforcer. « Il y avait des choses qu'on avait et qu'on n'a plus » témoigne une habitante. Il est question d'écoles, de maternité, de guichets, de services publics, de commerces, de postes non pourvus, mutualisés ou supprimés. On se rappelle le « service meubles » de la maison de la solidarité où chacun-e pouvait trouver une machine à laver, un buffet pour pas cher. « Et pourtant c'était écolo ! Ecolo avant l'heure, ça compte pas ? » On poursuit avec la fermeture en janvier du centre multimédia. « Il faudrait faire une liste, poursuit-elle, parce qu'on s'adapte et on oublie. » « Mais qu'est-ce-qu' on peut faire, lui répond une autre, par rapport à l'accès aux soins ? Ou sur le manque de logements ? » Des points de vue largement partagés d'une situation qui se dégrade et d'un sentiment d'impuissance. Avec parfois de la colère et, c'est nouveau, en tout cas nous ne l'avions jamais entendu ainsi, l'expression d'une violence présentée comme la seule issue possible pour se faire entendre.

On note également une évolution par rapport aux premiers projets : si les habitant·es continuent de louer leur cadre de vie, la proximité de Bordeaux n'est plus vécue comme un atout, comme c'était le cas auparavant. Ceci s'explique par le fait que les déplacements sont plus contraints, que ce soit pour des raisons économiques ou écologiques. Les freins sont également liés à la perspective des ralentissements ou aux difficultés à circuler en voiture dans Bordeaux. Reste le train¹⁵ : son usage est freiné par manque de fiabilité et coût, mais aussi parce que la voiture demeure indispensable pour vivre à la campagne faute

¹⁵ De 4 à 7 trains/jour pour Montendre-Bordeaux et de 4 à 8 trains/jour au départ de Bordeaux.

d'équipements collectifs adaptés. N'en demeure pas moins que pour celles et ceux qui disposent d'un capital culturel important, la proximité de Bordeaux est un atout pour accéder aux musées, théâtre, salles de spectacles, aéroport et, au final, entretenir le dit capital.

Il ressort que la mobilité reste un des sujets de préoccupation des habitant·es et travailleur·ses sociaux·ales de ce territoire, avec deux enjeux, l'un autour de la durabilité environnementale et l'autre lié à la solidarité. Mais c'est un enjeu en forme de serpent de mer, qui effraie sans qu'on en cerne les contours et dont personne ne se saisit.

Raconter notre territoire

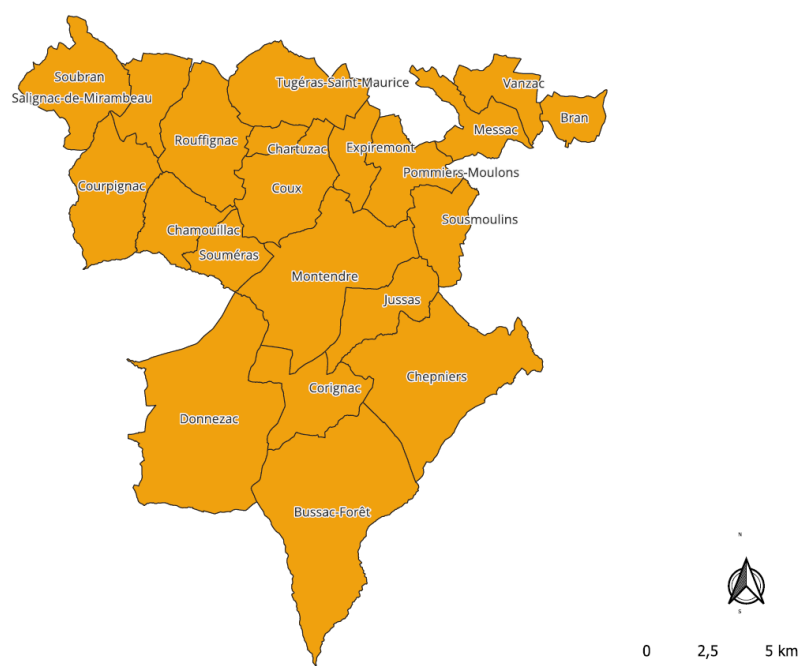
Des chiffres pour comprendre

Le territoire d'action est formé de 21 communes : 17 font partie du canton des Trois Monts, 3 du canton de Pons-St Genis. Et l'une d'elles, Donnezac, est située en Gironde. On notera que l'INSEE a en quelque sorte validé notre définition puisque le bassin de vie¹⁶ de Montendre comprend désormais Donnezac et calque plus ou moins ses frontières avec celles du territoire d'action de LA Maison Pop'.

Ce territoire d'action a été défini en 2011, lors de la mission de préfiguration. On avait alors croisé le fichier adhérent·es de l'association avec d'autres données, comme celles des coopérations entre communes (SIVOM, RPI) et la représentation qu'en avaient les habitant·es interrogé·es.

¹⁶ Le *bassin de vie* constitue le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants (selon l'INSEE).

Communes du territoire d'action



La population du territoire est en augmentation de 3.5 %, après une période de stagnation. On compte désormais 10 709 habitant-es. Ce dynamisme est à relativiser puisqu'il est lié à un solde migratoire positif : on compte 90 naissances/an pour 120 décès. Ou encore : 139 personnes ≥ 65 ans pour 100 jeunes < 20 ans.

Au sud du territoire, Donnezac, Bussac-Forêt, Montendre, Chepniers, Jussas et Coudé demeurent les plus attractives, c'est lié à leur foncier disponible, mais aussi à la proximité des services proposés...   Montendre. En effet, l'accès au logement est très tendu même si, contrairement au reste du département, le territoire est peu concerné par les résidences secondaires (en augmentation cependant). Les résidences sont donc les résidences principales des habitant-es qui sont propriétaires : la part des ménages propriétaires de leur logement (73 %) est significativement importante¹⁷, de même que les logements vacants (11.4%). Ces derniers représentent une opportunité dans un contexte très fataliste vis-à-vis du logement, et une alternative à la construction et à l'étalement urbain. Ce territoire de

¹⁷ Bassin de vie : 73,1% Charente-Maritime : 65,5% France : 65,5% (Source : Insee, RP2020 exploitation principale en géographie au 01/01/2023)

petit-es propriétaires, c'est donc également un territoire qu'on ne quitte pas ou qu'on quittera de moins en moins facilement. Cela aussi nourrit des formes d'attachement et d'investissement dans la vie sociale qui varient selon le sentiment qu'on a de maîtriser ou pas son destin.

Subir la pauvreté

S'ils sont majoritairement propriétaires de leur logement, les habitant-es ne sont pas riches pour autant. On le voit ci-après : le revenu médian est très bas. Le taux de pauvreté est important.

Revenus	Bassin de vie 2022 : Montendre (17240)	France métropolitaine	Département : Charente- Maritime (17)
Part des ménages fiscaux imposés en 2021, en %	39,7	53,4	50,8
Médiane du revenu disponible par unité de consommation en 2021, en euros	20420	23080	22810
Taux de pauvreté en 2021, en %	16,1	14,9	12,5

La description de leurs conditions de vie par les habitant-es corrobore les indicateurs ci-dessus. Ils ont pu exprimer combien leurs choix étaient contraints. En cause, des pensions de retraite, salaires ou allocations qui stagnent, ce qui dans un contexte inflationniste équivaut à une baisse des revenus. Il suffit d'observer les habitant-es faire leurs courses en

grande surface pour prendre la mesure des difficultés auxquelles iels sont confrontés. Les prix affichés sont scrutés, commentés, les étiquettes sont vérifiées et le prix au kilo affiché recalculé.

Une réalité qu'on peut compléter à l'aide du tableau ci-après : le taux de chômage est important et les emplois se trouvent de moins en moins sur le territoire. Ainsi, entre 2009 et 2022, le bassin de vie a perdu 69 emplois, 166 depuis 1999, 587 depuis 1975 ! Sur la même période, La Rochelle en a gagné 30 654 et Jonzac 1 451.

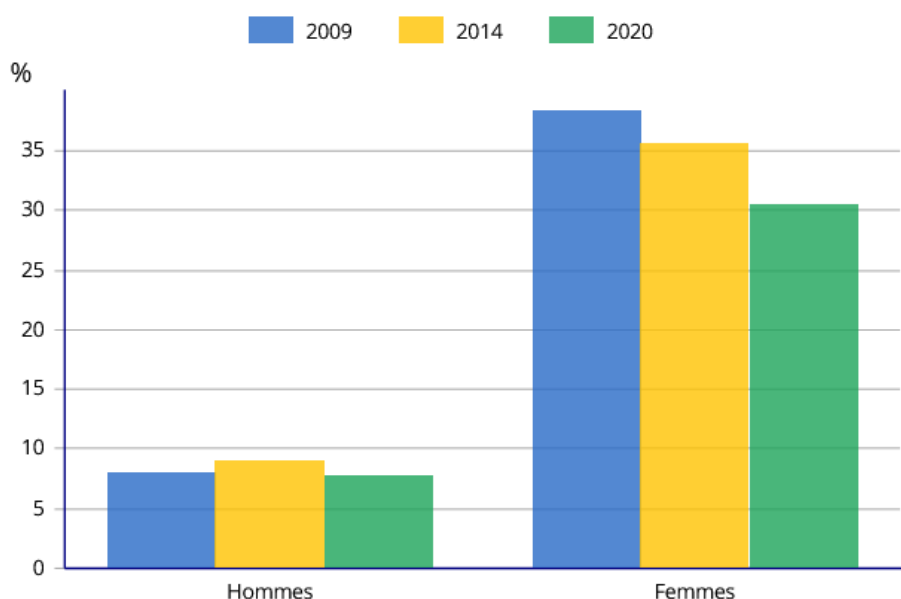
Ceci a des conséquences sur le quotidien des habitant-es : un homme consacre chaque jour en moyenne 40 mn à son trajet domicile-emploi et une femme 30 mn. Cette durée est en légère augmentation. Ceci peut expliquer l'augmentation des besoins en modes de garde mais aussi un manque de disponibilité et des restes à vivre plus réduits.

Emploi - Chômage au sens du recensement	Bassin de vie 2022 : Montendre (17240)	France métropolitaine (1)	Département : Charente-Maritime (17)
Emploi total (salarié et non salarié) au lieu de travail en 2020	2403	26430314	238182
dont part de l'emploi salarié au lieu de travail en 2020, en %	76,1	86,6	81,8
Variation de l'emploi total au lieu de travail : taux annuel moyen entre 2014 et 2020, en %	-0,2	0,4	0,6
Taux d'activité des 15 à 64 ans en 2020	73,9	74,6	74,2
Taux de chômage des 15 à 64 ans en 2020	13,6	12,3	13

On peut également valoriser les efforts fournis chaque jour par ces habitant-es pour garder une autonomie de vie.

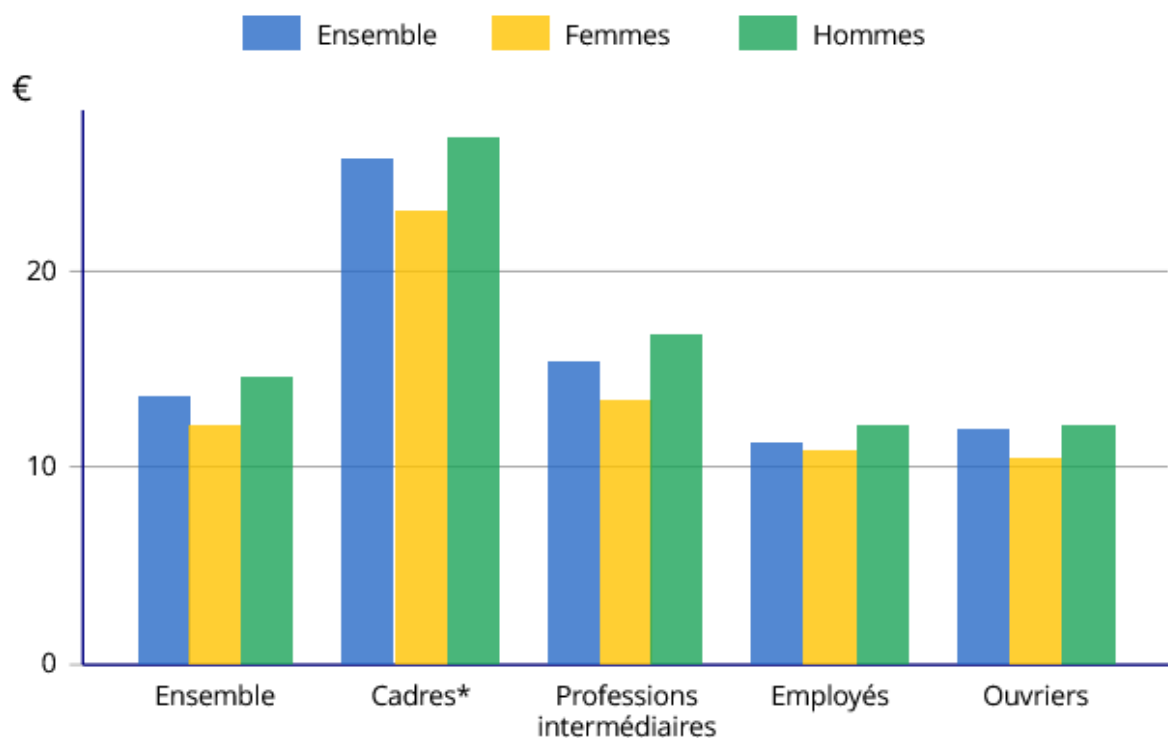
En effet, les emplois qu'on trouve sur le territoire sont moins qualifiés qu'ailleurs (moins de cadres, plus d'ouvriers), moins sécurisants (moins de CDI, plus d'indépendants et

d'agriculteurs) et les rémunérations élevées moins fréquentes. Ainsi, sur le bassin de vie, les emplois occupés sont à 65% (67% pour les femmes) des emplois dits sécurisants (CDI ou fonction publique). Les temps partiels sont également très importants, surtout chez les femmes et a fortiori à leur entrée sur le marché du travail : entre 15 et 24 ans, les femmes occupent à 40% un emploi à temps partiel.



Part des salariés de 15 ans ou plus à temps partiel par sexe sur le bassin de vie Sources : Insee, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023

Cette dureté du monde du travail pour les femmes se voit confirmée également par les écarts de salaire. A rebours de l'égalité salariale proclamée en droit, ce que vivent les femmes sur ce territoire c'est qu'à travail égal, salaires inférieurs. Les hommes gagnent en moyenne 20 % de plus que les femmes. Plus on est âgée, plus l'inégalité est importante, évidemment toujours à l'avantage des hommes. Et le fait d'accéder à des postes à responsabilités ne protège pas, bien au contraire : plus on monte dans l'échelle sociale, plus les hommes sont privilégiés au détriment des femmes.



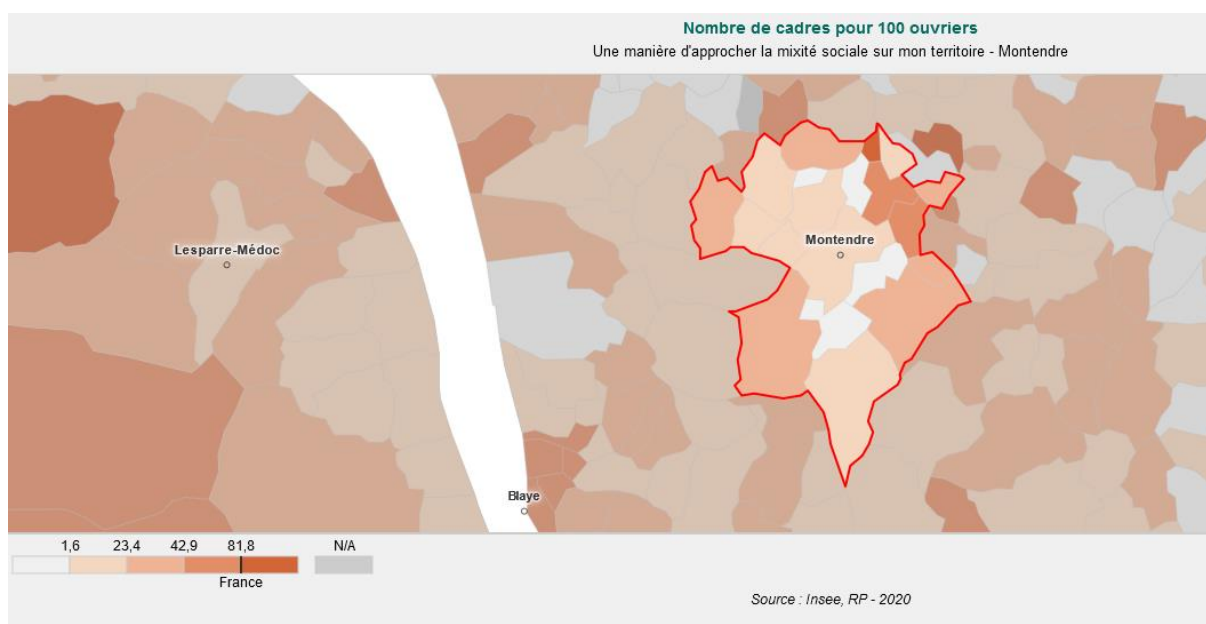
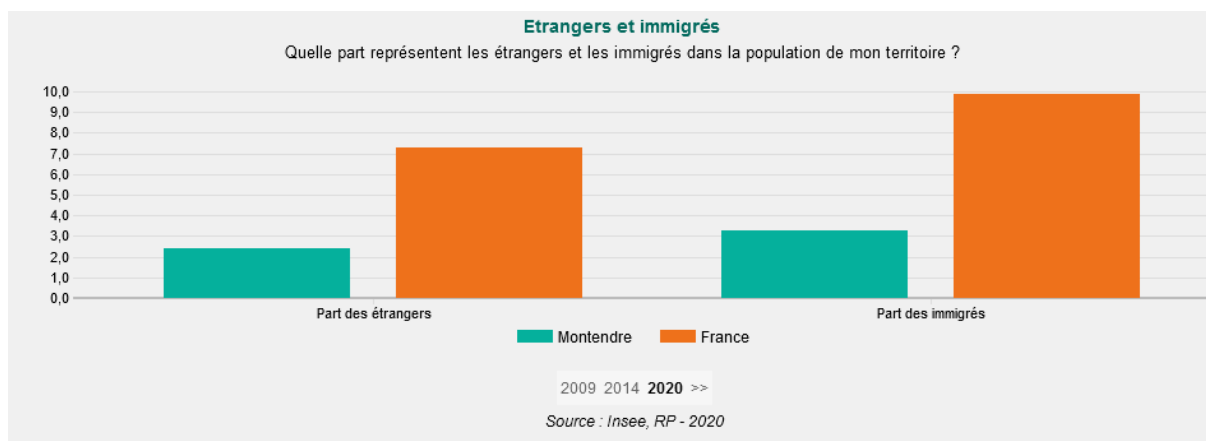
Salaire net horaire moyen (en euros) selon la catégorie socioprofessionnelle en 2021 sur le bassin de vie (Source : Insee, Bases Tous salariés, fichier salariés au lieu de résidence en géographie au 01/01/2023)

* Cadres, professions intellectuelles supérieures et chef-fes d'entreprises salarié-es

Lors de nos aller-vers, nous avons pu rencontrer des femmes qui pour pallier à des petites retraites, à un nombre de trimestres insuffisants, cumulaient emploi et retraite. Pas par choix, mais pour avoir un revenu décent. Pour autant, chacune manifeste sa fierté à travailler, quel que soit l'emploi occupé : le salaire éloigne du recours à l'assistance, témoigne de la volonté de ne dépendre que de soi.

Un entre-soi nuisible ?

La question de la mixité sociale et interculturelle est une autre réalité territoriale. On peut croiser plusieurs indicateurs, comme ci-après, pour éclairer d'une autre manière ce qui peut nourrir le sentiment de relégation : l'entre-soi. Souvent utilisé pour caractériser une propension des élites à vivre dans leur microcosme, l'entre-soi s'applique ici au sens de regroupement de personnes aux caractéristiques communes. Un regroupement plus subi que choisi, en l'occurrence.



Cette absence de mixité peut avoir des effets positifs, pour peu qu'ils ne perdurent pas, comme des codes partagés, un sentiment de sécurité, de la solidarité.

Mais elle a aussi son revers. Le poids des traditions, de la réputation individuelle et familiale (ne dit-on pas qu'ici on peut être très seul mais qu'on n'est jamais anonyme ?), des déterminismes qui freinent l'émancipation. On peut y voir aussi la racine de la faiblesse démocratique, du « ça va de soi » : à quoi bon expliciter ou questionner ce qui a toujours été ?

Néanmoins, nous rencontrons chaque jour des personnes venues d'autres départements ou d'autres régions qui ne se plaisent pas ici. « Voilà deux ans que j'habite ici et les seules personnes que je rencontre c'est quand je vais à Inter » déplore un nouvel habitant.

On voit également monter des expressions de rejet qui n'existaient pas sur une terre traditionnellement tolérante.

En contrepoint, l'éducation populaire est reconnue par des habitant·es comme un espace des possibles : accès aux échanges, prise de responsabilité, découverte d'autres lieux, d'autres cultures, etc. On pense à la présence à Montendre de la Maison des bateleurs, siège régional de Solidarités Jeunesse, à la Rock-school, au GEM La Carapace ouverte et bien sûr à LA Maison Pop'. On y croise des jeunes venus du monde entier, on expérimente la permaculture et la sociocratie, on apprend à jouer en groupe sans passer par la case solfège, on monte des projets pour organiser une sortie culturelle ou un collectif qui lutte contre l'éco-anxiété.

La vie associative est une source de fierté, elle renvoie une image positive du territoire et donc de ses habitant·es. Témoin ce jeune qui décrit Montendre comme une terre d'accueil des républicains espagnols, des réfugiés syriens et désormais ukrainiens.

Sa potentialité d'intégration est précieuse, aussi la fragilité du monde associatif n'échappe pas aux habitant·es qui proposent de mutualiser les moyens, de partager les bénévoles, pour ne pas perdre « encore plus ».

Un quotidien difficile

Une santé au rabais... ?

L'accès aux soins met toustes les habitant·es d'accord : il se dégrade.

Il y a sept généralistes sur le bassin de vie, à Montendre et à Bussac-Forêt ; également deux pharmacies, trois chirurgiens-dentistes, quatorze infirmier·ères ou encore quatre masseurs-kinésithérapeutes. Certain·es habitant·es parlent pourtant de désert médical : il est difficile de trouver un médecin généraliste lorsqu'on n'en a pas ou plus (départ en retraite), iels ne prennent plus de nouveaux·elles patient·es. L'accès aux spécialistes pour des examens plus spécifiques (gynécologue, orthophoniste, radiologue par exemple) est également compliqué, y compris quand on a une urgence. Des parents témoignent que même en ayant un médecin généraliste déclaré auprès de la CPAM, il est difficile d'obtenir un rendez-vous dans des délais

raisonnables : « *comment fait-on quand on doit fournir un justificatif d'absence pour enfant-malade ?* »

L'accès aux soins est également inégalitaire. On est au moins à 45 mn des villes où l'on peut consulter un spécialiste, il faut donc être mobile et disponible : des professionnel·les de santé ne consultant que certains jours, rarement le samedi, il faut s'adapter et poser un jour de congés. Lorsque les soins concernent l'enfant, il faut qu'iel manque l'école. Les échéances proposées pour un rendez-vous laissent penser qu'il y a plus de demandes que de créneaux disponibles. Ceci entraîne des délais difficilement supportables lorsque l'on est en souffrance physique et/ou psychique.

A cela s'ajoute la question des moyens financiers. Des parents citent le coût des diagnostics pour des troubles ou certaines pathologies (neuropsychologue pour des troubles dys) : c'est onéreux (plusieurs centaines d'euros) et à la charge des familles. C'est un véritable frein pour les familles qui commencent une démarche pour leur enfant auprès de la MDPH : un parcours dématérialisé décrit comme long et fastidieux. Ces familles sont souvent démunies et souhaiteraient être mieux accompagnées.

Toutes ces difficultés, ces obstacles à une santé digne génèrent de l'inquiétude, sont source de stress. Et celui-ci se loge également là où on l'attend moins : dans les rapports, les relations avec le personnel médical qui se tendent : un cabinet submergé par les appels, un autre qui tient la liste des patient.es ayant manqué un rendez-vous, etc. Au point qu'à l'idée d'appeler pour prendre rendez-vous, certain·es ressentent une appréhension et diffèrent, certain·es même renoncent aux soins.

Des témoignages mêlés de colère, de résignation mais aussi de débrouille : on trouve des astuces, on bidouille, on se file les bons plans, on s'associe.

L'entraide comme plan B

Comme souvent en pareil cas, les associations prennent le relais à la mesure de leurs moyens. Ainsi, une habitant·e dont l'enfant est « DYS » avec un parcours long et ponctué d'obstacles témoigne avoir créé son association. Motivée par son envie de faire connaître les différents

troubles de l'apprentissage, elle a eu l'idée de partager son expérience avec d'autres parents confrontés aux mêmes difficultés. Cette association essaie également de mettre en lien les parents et des professionnel·les de santé pour faciliter le quotidien de toustes mais elle peine à faire venir ponctuellement des professionnel·les de santé à Chevanceaux.

C'est donc la pair-aidance qui se développe, à l'image du concept à l'origine du GEM de Montendre, créé par LA Maison Pop' avec les personnes concernées. La pair-aidance, l'entraide se développent aussi de façon plus informelle : participer à une activité du centre social permet d'échanger avec d'autres personnes, sur leur recommandation, on va pouvoir identifier tel spécialiste. C'est une plus-value car la rencontre permet aux habitant·es de se donner des astuces, de partager leurs expériences et de ne pas s'isoler. Ainsi, certaines personnes repérées par l'accompagnatrice numérique lors de démarches France services ont accepté de se retrouver pour participer à un examen de santé collectif à Angoulême.

Une santé mentale fragilisée

La question de la santé est très présente dans ce diagnostic, parce qu'elle fait partie des préoccupations des habitant·es que nous avons rencontré·es. Et cela peut s'expliquer : *«Les personnes aux revenus les plus bas ont entre 1,5 et 3 fois plus de risque de souffrir de dépression, d'anxiété ou de problèmes de santé mentale communs que les personnes les plus riches»* estimait une étude du magazine Science en 2020¹⁸. Or nous l'avons vu, sur ce territoire, les revenus sont bas.

La situation s'aggrave pour les personnes qui ont l'impression d'être *sur le fil*. Dans un contexte très anxiogène pour les habitant·es, *sur le fil*, tout le monde ou presque a l'impression de l'être. Les démarches administratives sont complexes, parfois ubuesques. Des aides peuvent être supprimées, d'autres créées. Les parents sont confrontés à des difficultés de garde, pris en tenaille entre leur travail et leur enfant. L'augmentation des prix (énergie, nourriture) a des conséquences sur le mode de vie. Le dérèglement climatique et son impact

¹⁸ <https://www.frustrationmagazine.fr/souffrance-psychique/>

sur nos conditions de vie sont source d'écoanxiété. Tout ceci est frein à la participation, à l'engagement.

Selon l'OMS, la santé mentale est un « état de bien-être qui permet à chacun de réaliser son potentiel, de faire face aux difficultés normales de la vie, de travailler avec succès et de manière productive, et d'être en mesure d'apporter une contribution à la communauté ». Cette définition a l'avantage de mettre en avant la potentialité généralisée à l'ensemble des individus de voir un jour sa santé mentale impactée comme peut l'être la santé par une infection, un virus... « L'idée qu'à l'instar de la santé, nous avons toutes une santé mentale, visait à rompre avec le clivage « sain-e d'esprit/malade mental », au profit d'un continuum d'une santé mentale pouvant être émaillée de « troubles »¹⁹.

Cela ouvre des portes, crée des possibilités : la maladie, les troubles ne nous définissent pas. Ils font partie de nous mais n'en sont pas l'essence. C'est donc une formidable base de travail pour déconstruire les stéréotypes, les a priori.

Une ouverture sur la participation et l'émancipation.

¹⁹ <https://manifesto-21.com/parlons-de-sante-mentale-folie-douce-et-discours-tiedes/>

La parentalité : terre d'inégalités

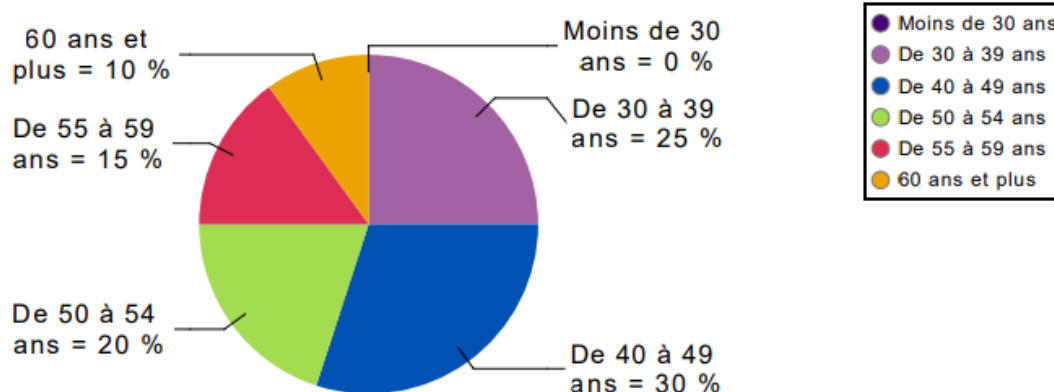
Des modes de garde en tension

Une préoccupation majeure et globale concernant les modes de garde sur le territoire a émergé durant ce projet social malgré des propositions diverses (MAM, assistantes maternelles, crèche, accueil de loisirs). A l'instar de la plupart des structures d'accueils périscolaires et extrascolaires de la Charente-Maritime, les besoins en modes de garde sur notre territoire sont désormais plus nombreux que les offres proposées et ce dès la petite enfance. Les structures et professionnel-le-s d'accueil du petit et du jeune enfant saturent, le nombre d'assistantes maternelles a diminué.

Evolution de l'offre d'accueil des jeunes enfants

TERRITOIRES Années	ZONE MONTENDRE (CANTON)				CHARENTE MARITIME	
	2020	2021	2022	Evolution annuelle moyenne sur 3 ans	2022	Evolution annuelle moyenne sur 3 ans
Assistantes maternelles agréées en activité au 31/12	24	20	20	-8,7 %	2 298	-1,6 %
Assistantes maternelles en activité pour 100 enfants Caf & Mea < 3 ans	15,1	13,5	12,0	-10,7 %	15,3	-2,0 %

REPARTITION PAR AGE DES ASSISTANTES MATERNELLES EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2022



Personnalisé ZONE MONTENDRE (CANTON) 2022

SOURCES : CNAF, CCMSA et Acoiss-Centre Pajemploi, MEN-DEPP, IMAJE

La part des assistantes maternelles de 55 ans et plus donne une indication sur les besoins de renouvellement de la profession et sur la pérennité de l'offre.

Globalement les demandes péri et extrascolaires augmentent plus rapidement que celles de l'école, un phénomène nouveau et difficilement anticipable. Notre territoire n'a pas échappé à la fermeture de classes, c'est le cas pour une classe de maternelle au sein du Regroupement

Pédagogique Intercommunal (RPI) de Courpignac à la rentrée 2023. D'autres écoles sont menacées à la rentrée 2024 notamment sur le RPI de Tugéras – Saint-Maurice. Un nouveau signe pour les familles de la dégradation des services publics, le sentiment exprimé que les effectifs scolaires priment davantage que les conditions d'apprentissage, de réussite des élèves et du confort des enfants et des enseignants. Si la volonté de maintenir leur école est partagée par les élu-e-s des communes de notre territoire, iels n'ont pas véritablement de visibilité sur les évolutions démographiques de ce-dernier.

Souvent préoccupé-e-s par la conservation de leur école de village, car conscient-e-s qu'une fermeture est souvent synonyme de point de non-retour, les élu-e-s sont peu mobilisé-e-s sur la question des temps périscolaires et extrascolaires. Certains se réjouissent d'accueillir de nouvelles familles sur leurs communes respectives, y voyant une perspective de maintien de l'école, de pérennisation d'un RPI sans pour autant en mesurer les conséquences sur les infrastructures accueillant les enfants sur d'autres temps que scolaires.

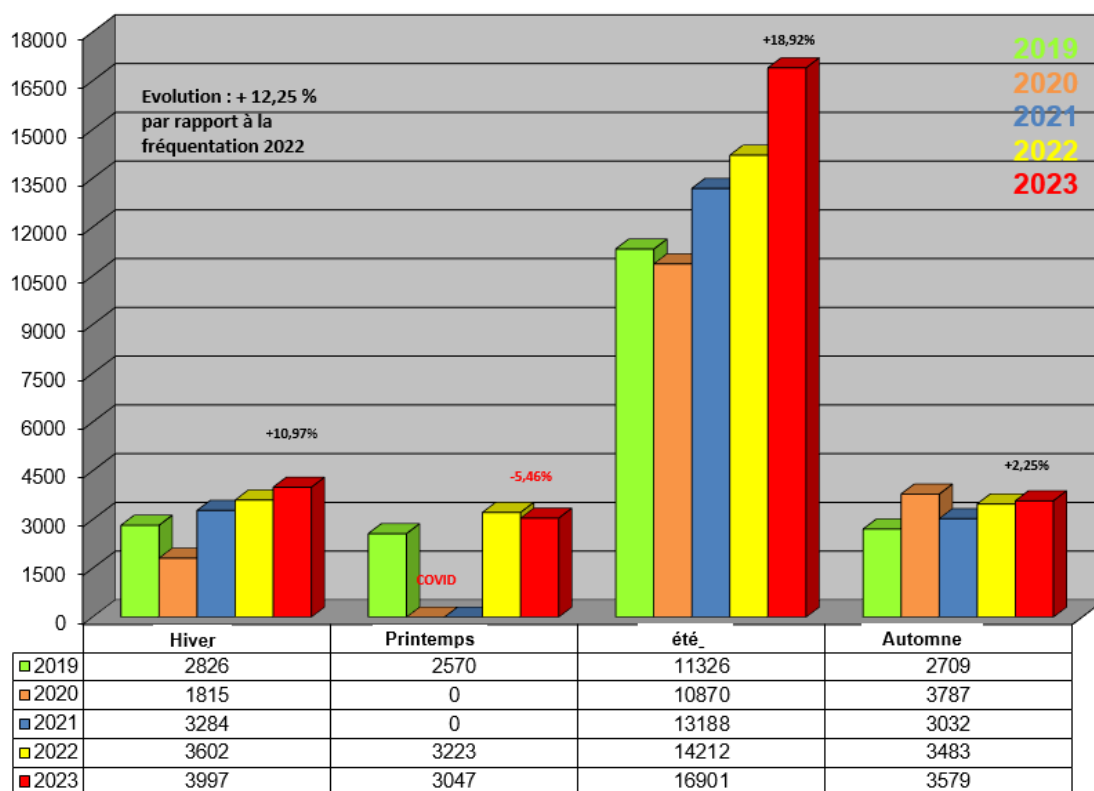
L'accueil de loisirs de Montendre est un service public administratif à caractère facultatif que la commune de Montendre a librement décidé de mettre en place et dont elle a délégué la gestion à LA Maison Pop' (projet éducatif 2023/2024) reconnue par la collectivité et les familles pour ses compétences éducatives. Rares sont les parents qui ont les mêmes horaires de travail que ceux de l'école, cette-dernière ne peut donc être imaginée indépendamment de l'accueil périscolaire et remet en question le caractère facultatif du service. Penser l'accueil des enfants dans sa globalité, sur tous les temps de sa vie, dans un objectif d'implication de tous les protagonistes (familles, écoles, collectivités, structures d'accueil), de coéducation est désormais urgent.

Les familles font face à la difficulté de trouver un mode de garde fiable et qualitatif leur permettant de concilier vie professionnelle et vie familiale. A défaut, il n'est pas rare que des parents trouvent des alternatives : l'aîné-e d'une fratrie peut se retrouver responsable de ses frères et sœurs, comme l'exemple d'une collégienne de 11 ans qui gère ses frères plus jeunes car le papa travaille et la maman est en formation quelques semaines. Des enfants restent

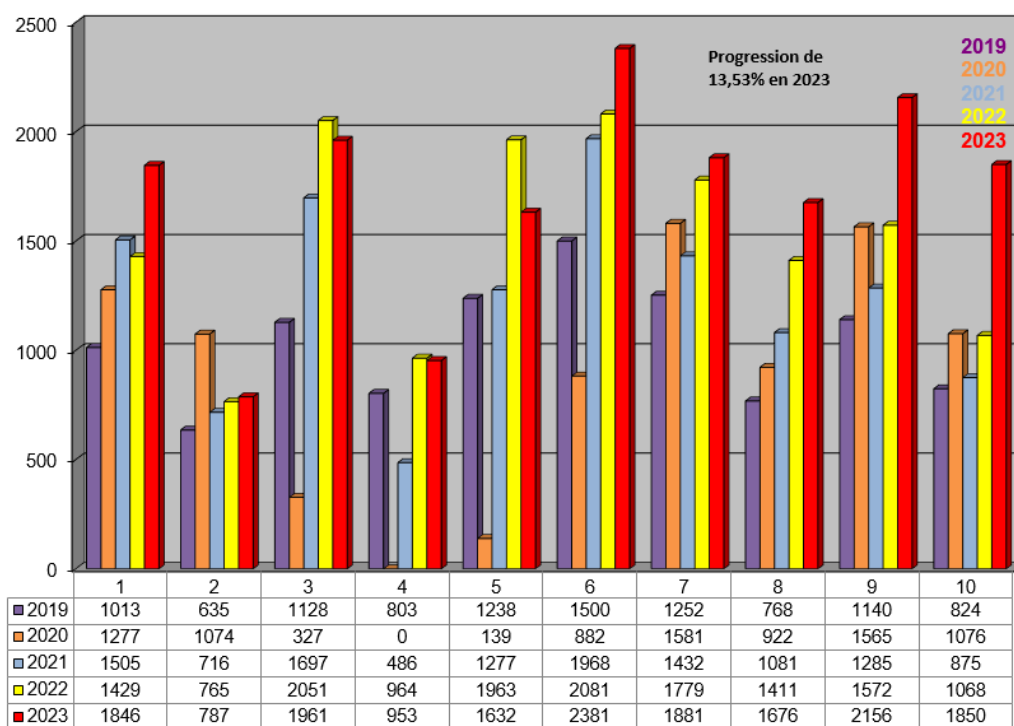
seuls à la maison quand il n'y a plus de place à l'accueil de loisirs. Les parents trouvent des solutions en urgence : famille s'il y a ou connaissances peuvent dépanner ponctuellement.

Depuis 2022, l'accueil collectif de mineurs de LA Maison Pop' atteint sa capacité maximale en terme d'effectif, les locaux municipaux mis à disposition atteignent aussi leurs limites, ne permettant l'accueil que d'un certain nombre d'enfants en lien avec la superficie. Ces mêmes locaux se sont dégradés au fil des ans, les aménagements les plus récents datant de 2018 (mise aux normes électrique de la salle du goûter, achat et installation d'une cuisine et peinture de cette même pièce). « *Ça pose des questions de santé et d'hygiène* », propos partagés avec plusieurs membres de la commission enfance de LA Maison Pop' lors d'une visite de l'accueil de loisirs le 3 juillet 2023. A cela s'ajoute une réglementation d'encadrement à respecter. Cette capacité d'accueil en-deçà des besoins a engendré un climat tendu entre les familles, les chargé-es d'accueils et les animateur·rices de LA Maison Pop' qui accueillent les enfants au quotidien. Ci-après, tableaux des évolutions de la fréquentation sur nos différents accueils :

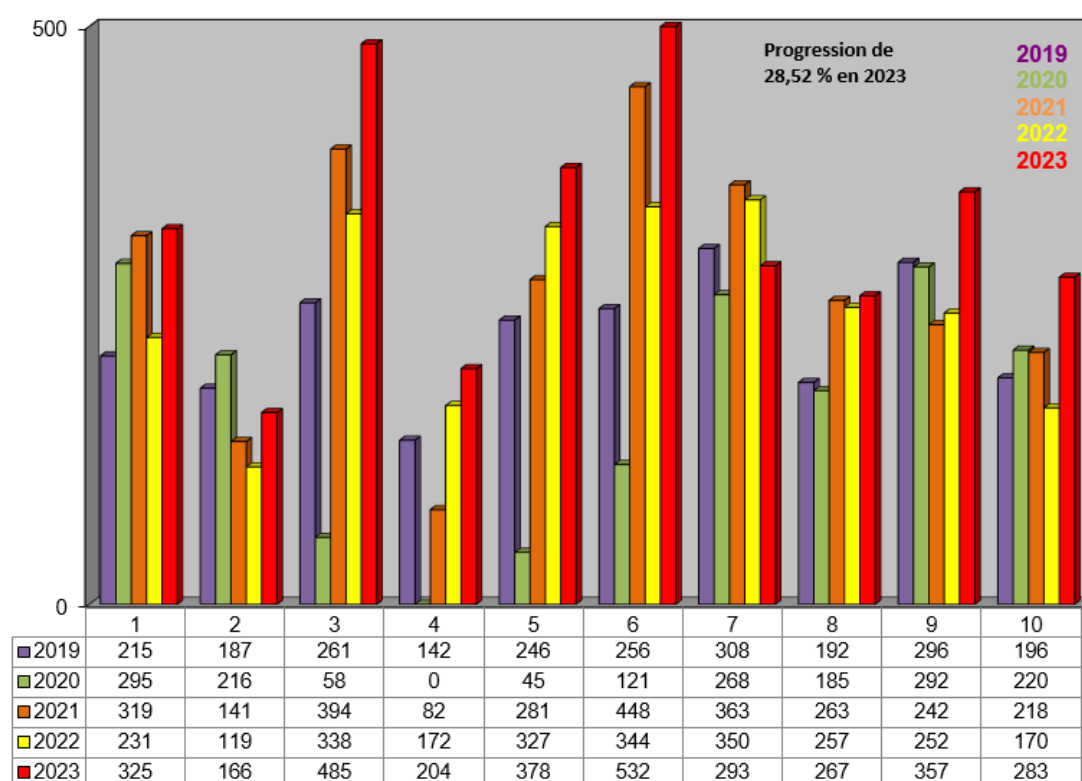
Évolution heures/enfant "Centre de Loisirs" 2019/2023



Évolution heures/enfant facturées "Accueil périscolaire Montendre" 2019/2023



Évolution heures/enfant facturées "Accueil périscolaire Coux" 2019/2023



Une précarité exacerbée

Le contexte d'inflation sur le territoire nationale vient tout autant impacter les familles de notre territoire venant aggraver la situation de certaines déjà fragilisées, tout particulièrement les familles monoparentales plus nombreuses qu'à l'échelle du département.

Certains foyers dont l'un des deux parents travaillent sont confrontés à la précarité : « *Le salaire de mon conjoint ne suffit plus, désormais, j'achète les couches premier prix pour mon bébé, ça me permet d'économiser un peu tous les mois* » témoigne une maman. Comment accompagner la parentalité, encourager le vivre ensemble, créer du lien quand l'appauvrissement engendre l'isolement des familles ?

Selon l'Insee *Focus n° 304, 20 juillet 2023*, en France, 14 % des ménages étaient en situation de privation matérielle et sociale en 2022. La fracture sociale semble se creuser par le bas, des familles modestes sont fragilisées localement par l'inflation. Lors d'un « aller vers » à la banque alimentaire de Montendre le 7/06/23, jour de distribution, l'animatrice d'insertion et

la référente famille de LA Maison Pop' ont remarqué que les bénéficiaires sont pour la plupart des familles avec enfants et/ou adolescents, monoparentales (plutôt des femmes).

La galère des mères

Plusieurs salariées de l'ADMR, identifiables par leur véhicule floqué, viennent récupérer des colis pour elles, elles sont accompagnées de leurs enfants : cela nous alerte sur les travailleuses pauvres. Elles y reconnaissent une employée d'une collectivité voisine de Montendre, des adolescents habitués de l'espace jeunes du centre social avec leurs mamans. Trouver des solutions quotidiennement pour boucler tant bien que mal les fins de mois, pèse sur la santé mentale des parents, des mamans tout particulièrement, c'est ce dont elles témoignent.

Sans emploi, « leur travail » de tous les jours c'est faire avec peu, avec moins, fournir un pique-nique à son enfant dans le cadre d'une sortie scolaire programmée en fin de mois génère du stress pour quelques parents au point que certains renoncent à envoyer leur enfant à l'école ce jour-là.

Le LAEP 6/12 ans créé à Montendre par LA Maison Pop' en 2021 est un espace privilégié où les mamans ont exprimé régulièrement leur épuisement. Face aux difficultés rencontrées dans l'éducation, aux pressions de la société, aux inégalités, aux galères financières et bien d'autres encore. Elles sont souvent seules à porter les tâches domestiques et celles liées à l'éducation des enfants.

Les pères ne fréquentent pas le LAEP 6/12 ans de Montendre, même quand ils sont disponibles, « *je vais lui en parler mais ça m'étonnerait qu'il vienne* » exprime une maman fréquentant le lieu avec ses enfants lorsque les accueillants lui suggèrent de le faire découvrir à son conjoint. Les pères sont pourtant nombreux à récupérer leurs enfants le soir sur nos lieux d'accueils périscolaires : ils y représentent très régulièrement 2/3 des parents. Ils s'organisent pour terminer le travail plus tôt, une forme de partage des tâches au sein du couple. Lorsque la chargée d'accueil de LA Maison Pop' invite les pères à renseigner la fiche de présence de leur enfant, il est fréquent qu'elle reçoive pour réponse « *c'est ma femme qui*

s'occupe de ça ». La psychologue Nadège Larcher, lors de la conférence sur l'épuisement parental le 13/12/23 à Saint Martin d'Ary dans le cadre de la présentation de la Charte Territoriale des Familles 2023/2025 de la MSA des Charentes, adressait un message aux femmes présentes : *« c'est normal que les hommes n'aient pas la même charge mentale que vous, qu'ils soient moins impliqués dans les tâches quotidiennes et la gestion des enfants. Nous les femmes, nous sommes hyper entraînées, nous faisons ça depuis toujours. Nous devons les entraîner pour qu'ils rattrapent leur retard ».*

Les inégalités hommes femmes perdurent ici comme ailleurs jusque dans l'exercice de la parentalité. Même si les écarts se réduisent, les femmes ont encore tendance plus que les hommes à se rendre disponibles pour leur famille, parfois au détriment de leur vie professionnelle²⁰.

L'arrivée d'un bébé peut bousculer l'organisation d'un foyer, conduire à délaisser son travail, sa carrière pour s'occuper des enfants... et cela vaut toujours surtout pour les femmes. En 2021, dans 42% des couples avec jeunes enfants, les mères sont plus éloignées de l'emploi que les pères. L'inverse est beaucoup moins vrai et ne concerne que 8% des pères. Se rendre plus disponible pour sa famille peut passer par un temps partiel ou une cessation d'activité. Les mères sans emploi sont deux fois plus nombreuses. *"Cette situation est parfois contrainte, surtout chez les mères employées ou ouvrières, pour des raisons financières ou du fait de leurs conditions d'emploi"*, précise l'étude. *"Quand les parents ne trouvent pas de solution d'accueil, ce sont surtout les mères qui se chargent d'une garde parentale non choisie."* *"Les mères sans emploi s'investissent davantage dans la sphère familiale que les pères sans emploi"*, constate également l'étude de la DREES.

²⁰ étude n° 1298 parue le 5/03/24 et réalisée par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), service statistique ministériel dans les domaines de la santé et du social

L'enfance, terreau des dominations

Face à des enfants porteurs de handicap ou à des enfants difficiles et un quotidien morose, la violence éducative ordinaire s'inscrit dans certaines familles comme une normalité, comme le seul moyen que certaines ont d'éduquer leur enfant ou de le faire obéir. Les témoignages de mamans bouleversent autant qu'ils alertent.



Prise de conscience de la violence éducative ordinaire

Synthèse des résultats de l'étude menée par l'Observatoire de la violence éducative ordinaire

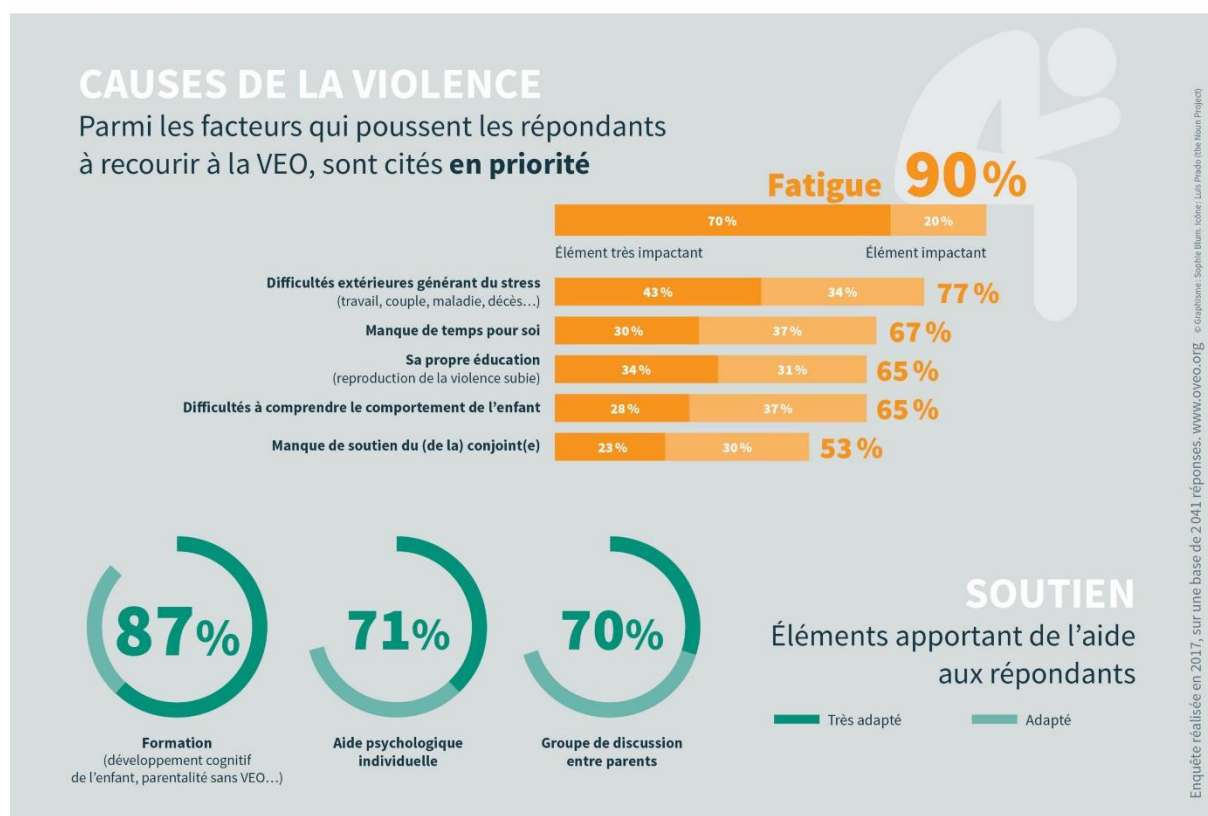


Figure 1 étude de oveo - avril 2019

Pour rappel, en France :

- ✓ Chaque semaine 1 enfant meurt sous les coups de ses parents
- ✓ En 2021, +16% de violences intrafamiliales non conjugales par rapport à 2020 (selon le ministère de l'intérieur), dont des violences physiques et sexuelles

- ✓ En 2022, Le 119 a traité les situations de 40 334 enfants en danger ou en risque de danger
- ✓ 24% des Français de plus de 18 ans estiment avoir été victimes de maltraitances graves dans leur enfance (sur un échantillon de 1 000 Français)
- ✓ Chaque année 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles, dont 77% au sein de la famille (estimation CIIVISE)
- ✓ Les enfants en situation de handicap ont un risque 2,9 fois plus élevé d'être victime de violences sexuelles
- ✓ En 2021, 13 % des femmes et 5,5 % des hommes disent avoir subi des violences sexuelles dans leur enfance, dont 4,6 % des femmes et 1,2 % des hommes disent avoir subi des violences incestueuses (enquête INSERM)

Violences physiques, violences sexuelles, notre territoire ne fait pas figure d'exception. Le Service d'accueil et d'orientation de l'EPD des 2 Monts, indique une augmentation des violences intrafamiliales.

La libération de la parole, LA Maison Pop' reconnue comme « safe place », l'attention portée aux enfants et l'écoute ont amené certain-es à se livrer. Cela a engendré plusieurs informations préoccupantes et/ou signalements, une quinzaine depuis le début du projet, avec une augmentation croissante ces derniers mois.

Des violences systémiques et institutionnelles

En 2023, lors du premier conseil d'école d'un RPI de notre territoire, une enseignante partage avec les participant-es un constat : la majorité des CM1 est en grande difficulté, la lecture n'est pas acquise, les consignes ne sont pas comprises, ils ne savent pas lire l'heure, ni faire leurs lacets. Elle précise qu'il s'agit d'enfants qui étaient en CP pendant la pandémie du COVID et qui étaient déjà en difficulté. Certaines familles se désintéressent de l'école, refusent l'aide du

RASED, les enseignants sont très inquiets pour la suite. Qu'advient-il de ces enfants à leur rentrée en 6^{ème}, quels outils leur offre-t-on pour vivre une scolarité digne et épanouissante ? La directrice de l'école de Donnezac est tout autant inquiète au point qu'elle interroge les modes éducatifs des parents, leur autorité à l'égard de leurs enfants « *ils n'ont pas les codes* », elle s'interroge également sur la place des écrans au sein des familles au point qu'elle a sollicité l'intervention de la référente famille de LA Maison Pop' pour animer des cafés des parents sur différentes thématiques en 2024.

Interroger la domination des adultes

C'est ce que s'efforce de faire au quotidien l'équipe d'animation au sein de notre ALSH émancipateur. Volonté politique de se déconstruire face aux rapports sociaux, LA Maison Pop' y a mis et y met les moyens : formation suivie par deux animatrices auprès de la Scop l'Engrenage, ateliers à visée philosophique, conseils d'enfants... « *De fait, si les expériences de participation enfantine à l'élaboration des décisions les concernant sont multifformes, elles nous interrogent presque toujours sur la place des adultes en leur sein, notamment lorsque ces dernier-es en sont à l'initiative. Est-ce que les adultes doivent s'attribuer un droit de veto ou un quelconque rôle formateur ? S'absenter et laisser faire ? Rester et attendre qu'on leur donne la parole ? Parce qu'elles se confrontent à ces questions et qu'elles tentent d'y répondre, les expériences de participation enfantine nous semblent porteuses d'un potentiel de critique de la domination adulte et de recherche d'alternatives à un ordre adultocentré.*»²¹.

Une inclusion au pied de biche...

Une autre problématique a émergé tout au long de ce projet social, celle de l'évolution des publics accueillis : l'inclusion des enfants en situation de handicap et à besoins spécifiques dans les écoles s'accompagne de l'inclusion en accueil de loisirs. Nous devons prendre en compte les besoins d'enfants qu'on qualifie de remarquables, au sens où ils se font remarquer au quotidien par leur agitation, leurs difficultés à supporter la frustration, à se

²¹ Editorial : interroger la domination adulte – La Découverte

concentrer, à faire avec les autres. Autant d'enfants, autant de besoins singuliers, qu'il convient d'accompagner en même temps que les équipes professionnelles et les familles.

Au niveau départemental, il a été reconnu que les animateur·rices qui accueillent les enfants ne sont pas suffisamment formé·es à la parentalité, au handicap. Le poste de référente famille prend ainsi tout son sens auprès de l'équipe d'animation ainsi que l'appui du Pôle Ressources Handicap en Charente-Maritime créé en 2023 et né d'un partenariat entre la CAF, le Département, la MSA, l'ARS et le SDJES. Ce pôle a pour objectifs de promouvoir, faciliter et favoriser l'accueil effectifs et de jeunes en situation de handicap au sein des lieux d'accueil de la petite enfance, péri et extrascolaires, de loisirs ou de vacances. Les professionnel·les du secteur enfance de LA Maison Pop' ont entamé un travail collaboratif avec un des chargés de mission de ce pôle.

Sur notre territoire, la question du handicap et l'accueil d'enfants à besoins spécifiques est partagée. Les rendez-vous réguliers entre la directrice de l'école élémentaire de Montendre, la chargée de coopération territoriale et de projets de développement de la ville de Montendre et la directrice de l'accueil de loisirs de Montendre sont des moments d'échanges importants sur la vie scolaire et extrascolaire. Elles y partagent leurs préoccupations et des situations d'enfants. Désormais, la directrice de l'accueil de loisirs est invitée aux équipes éducatives, temps interprofessionnels de suivi d'un.e enfant. Certaines situations arrivent à se débloquent grâce à cet échange. Des rencontres PEDT dédiées au handicap et à l'inclusion permettent aux acteurs du territoire, dont LA Maison Pop', de prendre en compte les besoins, d'améliorer l'accueil des enfants et d'accompagner les parents.

Refuser l'immobilisme !

Le territoire d'action de LA Maison Pop' a été choisi en 2011 pour sa pertinence en matière de mobilisation collective : ici les habitant·es peuvent s'engager s'ils partagent des rapports de voisinage, des convivialités, se rencontrent. Une partie des communes du territoire ont ou ont eu des habitudes de coopération éducative qui ont été réactivées en 2023 par la signature de la Convention Territoriale Globale. La coéducation est existante entre les écoles, les

collectivités locales et LA Maison Pop'. Le poste de référente famille est perçu comme un plus pour le soutien à la fonction parentale qui favorise un travail collaboratif avec les acteurs du territoire et interne avec l'équipe de l'accueil de loisirs.

Les accueils de loisirs sont intégrés dans le Projet Educatif Territorial porté par la ville de Montendre-Charde-Vallet. Nos activités sont donc régulièrement soumises à des bilans, évaluations et discussions au sein de la communauté éducative. Ce travail partenarial est intéressant et mérite d'être entretenu pour que des liens de qualité perdurent. Les conseils d'écoles auxquels LA Maison Pop' est régulièrement invitée et participe sont aussi des instances où les besoins des enfants, des familles sont évoqués.

Collectivement, notre capacité à connaître et prendre en compte les besoins et rythmes de l'enfant, psychologiques et physiologiques, pour garantir à l'enfant et au groupe un cadre garant de sa sécurité physique et affective a permis de mieux déceler, de mieux protéger.

Ce diagnostic a mis en lumière un intérêt commun pour l'enfant. La prise en compte globale par tous les acteurs du territoire (enseignant·e-s, élu·e-s, acteur·rice-s associatif·ve-s) des contextes de vie, des besoins, des potentiels et des problématiques de l'enfant mais aussi des parents est effective et primordiale mais perfectible. Contribuer au bon développement de l'enfant, à son épanouissement, à son émancipation et à son bien-être doit être l'affaire de toute une communauté territoriale dans un souci de cohérence, de dynamique partenariale et d'articulation de tous les moments où il évolue. L'éducation populaire peut être un des moyens d'y parvenir, valorisant des démarches collectives, qui permettent de prendre du recul sur les situations insatisfaisantes voire insupportables, de les analyser, de travailler ensemble les contradictions qui sont en jeu, de définir les modes d'action pour transformer ces situations.

Plus qu'un désir de transformer radicalement la société ou qu'un souhait d'être « aidés », les habitant-es semblent aspirer à un territoire de vie redynamisé, où iels puissent continuer à vivre, à évoluer professionnellement et se projeter dans un avenir moins sombre, où l'État contribue à un « élargissement des capacités de chaque territoire [...] afin qu'il soit en mesure d'ouvrir le champ des possibles quant à sa place au sein des systèmes territoriaux ».

Nos enjeux

Les deux dernières années du projet social (2023 et 2024) ont été marquées par un déficit financier et par une mobilisation pour la continuité de notre centre social. LA Maison Pop' se confronte à un nouveau type de difficulté : elle n'a plus les moyens de son projet. Parvenir à structurer un modèle économique viable et pérenne, à construire un modèle en adéquation non seulement avec ses besoins mais également avec ses valeurs, est donc son enjeu prioritaire, puisqu'il en va de sa survie.

La situation ne manque pas de paradoxes. L'évaluation de ce projet fait ressortir à quel point la présence du centre social sur notre territoire permet de renforcer les solidarités, de rompre l'isolement, de prévenir les exclusions et favoriser la cohésion sociale. Comme s'en étonne un professionnel : « On nous dit qu'on fait le job, qu'on le fait bien et en même temps on risque de fermer... » Tout aussi paradoxal est le contexte : des besoins sociaux qui augmentent – on pense immédiatement aux besoins en modes de garde – et des moyens qui stagnent. Enfin, il ressort également que s'inscrire dans le temps long, dans l'expérience, ne change rien à l'affaire. A l'instar des centres sociaux, plus de 100 ans d'existence, qui doivent justifier de leur utilité, LA Maison Pop', créée en 1991, agréée en 2012, doit lutter contre des idées reçues : non elle n'est pas un CCAS, ni un comité des fêtes, ni une association caritative, ni un prestataire de services, etc.

On le voit, derrière la question des moyens, il y a un enjeu de reconnaissance de l'animation de la vie sociale et du projet de développement social : valoriser l'accompagnement de projets, ce que dans notre jargon des centres sociaux, nous appelons la maison de la citoyenneté et la maison des projets, qui permettent d'associer les citoyen·nes, d'ouvrir des espaces de coopération pour construire des réponses aux problématiques du territoire.

Ces enjeux doivent être mis au travail à plusieurs niveaux :

- En interne, pour tout à la fois s'adapter, conserver le sens, innover et partager ;
- En réseau, avec les centres sociaux de Charente-Maritime et la fédération nationale ;

- A l'externe, pour créer des espaces de dialogue et de réflexion avec tous les partenaires locaux, nouer des alliances, pour un projet de développement social local partagé.

Orientation ou axe du projet : l'éducation populaire, un levier pour développer des dynamiques de territoire

Nous avons fait ensemble le constat d'inégalités qui perdurent et qui même augmentent. Ce constat n'est pas partagé. Pour beaucoup : *être femme, aujourd'hui en France, quelle chance extraordinaire ! Être enfant, aujourd'hui en France, quelle chance extraordinaire ! Être racisé.e aujourd'hui en France, quelle chance extraordinaire !* C'est bien connu : les femmes ont pris le pouvoir, les enfants sont tyranniques et l'idéologie woke triomphe. Et pourtant...

Dès 1991, un essai, Backlash²², épluchait les statistiques, décryptait les discours et démontait les idées reçues. Chaque avancée du droit des femmes a été suivie d'une offensive réactionnaire. Et s'il en était de même pour les droits humains ?

Il ne nous appartient pas de répondre à cette question. Cependant, nous avons partagé durant cette démarche nombre de signaux faibles : les violences aux personnes augmentent, à la fois du fait d'individus mais également d'institutions ou de systèmes. L'écart entre les discours et la vraie vie se creuse. L'impossibilité de nommer les oppressions étouffe. Ceci entraîne un sentiment d'impuissance, d'épuisement, mais aussi de l'exclusion et de la colère.

A contrario, les habitant.es ont exprimé à quel point iels avaient besoin d'un espace comme LA Maison Pop' un endroit où iels ne sont pas considéré.es au prisme de leur catégorie sociale mais comme citoyen.ne capable. Et ce, dès le plus jeune âge. Nos pratiques sociales, relevant du champ de l'éducation populaire, permettent de rendre visibles les rapports de domination et donc de modifier nos manières de vivre ensemble. C'est un enjeu d'émancipation et de prévention des exclusions.

²² FALUDI Susan, *Backlash. La guerre froide contre les femmes*. Éditions des femmes, « Des femmes poche », 2020, ISBN : 9782721004482. URL : <https://www.cairn.info/backlash--9782721004482.htm>

L'émancipation interroge les relations sociales, la place de l'individu et du groupe et les mécanismes de domination et d'interrelations.

Orientation ou axe du projet : l'éducation populaire, outil de transformation sociale et de développement collectif

Les difficultés auxquelles doivent faire face bon nombre d'entre nous pour affronter le quotidien entraînent une forme de pessimisme, de défiance mutuelle, d'isolement.

Comment trouver le courage de continuer à lutter quand on voit le monde qu'on rêve s'éloigner chaque jour un peu plus ? C'est peu de dire que nous avons toutes les bonnes raisons du monde de ne pas nous lever le matin, de ne pas croire en la puissance du collectif face à la dégradation du vivant qui se poursuit inexorablement, malgré les alertes sur les dépassements des limites planétaires.

L'enjeu, c'est de trouver et entretenir une puissance d'agir, individuelle et collective, une puissance de vie, tissée à partir des rencontres que chacun-e d'entre nous est capable de filer et d'entrelacer. Ce tissu social que nous tricotons, cocon protecteur, il enrichit chacun-e d'entre nous. Il nous fait tenir debout. Il nous donne de la dignité et de la joie. Fondé sur une éthique du care, bienveillante et bientraitante, il nous revient de le transformer en un horizon soutenable.

Orientation ou axe du projet : L'éducation populaire, pour prendre soin de soi, des autres et de notre territoire